

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MER 7 AVRIL

1 F 50

N° 155

Belgique : 15 F  
Commission paritaire n° 56 942

## DIJON

### Les ouvrières de Bourgogne Electronique bloquent le Mistral

## Les dirigeants viticoles chez Giscard

Aujourd'hui, Fourcade et Bonnet ont une entrevue avec Maffre-Baugé et d'autres dirigeants viticoles. Ainsi, tandis que les CRS et les gardes-mobiles continuent leur occupation du midi viticole, tandis qu'Albert Teysère est toujours emprisonné, le gouvernement tente de présenter cette rencontre comme un «geste d'apaisement», une ouverture pour débloquer la situation. Fourcade ne vient-il pas de hausser le ton vis-à-vis des négociants, les sommant de reprendre leurs achats de vin aux coopératives du Midi.

A l'heure actuelle, ces achats tendent vers zéro. Les négociants ont riposté aussitôt : le vin du midi, selon eux, serait imbuvable. En réalité, si une grande partie du vin que ces négociants proposent aux consommateurs est effectivement imbuvable, cela vient du trafic qu'ils font subir aux vins du midi, titrant un degré d'alcool peu élevé mais d'une qualité très satisfaisante.

En tous cas, le seul intérêt de la polémique nouvelle entre Fourcade et les négociants est d'essayer de donner le change aux viticulteurs. Rien n'indique, en effet, un quelconque changement d'attitude du gouvernement à l'égard des problèmes viticoles. Dans ces conditions, la «bonne volonté» affichée par certains dirigeants syndicaux, se situe bien dans la lignée de leur condamnation des actions dures menées dernièrement, de leurs appels au calme.

Les viticulteurs ne sauraient se contenter de vagues discussions sur un hypothétique Office du Vin qui ne résoudrait rien, qui ne profiterait qu'aux gros exploitants, comme c'est le cas pour l'Office du Blé. L'objectif prioritaire, avant même toute discussion, demeure la levée des inculpations, la levée de l'état de siège dans le midi.

## ● PARIS : DES DIZAINES D'USINES EN LUTTE SUR LES BOULEVARDS

## ● LIP : PREMIÈRES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

## LA SEULE RIPOSTE AU CHOMAGE

## C'EST LA LUTTE !

Chirac l'a annoncé depuis déjà plusieurs mois : «On voit le bout du tunnel». Depuis quelques temps, ça se précise, les experts du gouvernement parlent de signes annonciateurs d'un début de relance. Il convient donc de ne pas contrarier ces efforts du gouvernement par des exigences inconsidérées ! Tel est le discours Giscardien en réponse aux revendications des travailleurs en lutte pour des salaires décents et contre les lamentables conditions de travail qui sont les leurs. Quand la situation économique se dégradait, on ne pouvait augmenter les salaires et quand le début de reprise s'annonce, il ne faut pas le compromettre. Bref, ce n'est jamais le moment de revendiquer ! En direction des chômeurs, le boniment est encore plus grossier : il s'agit de ne pas gaspiller les deniers publics en indemnités de chômage mais plutôt de les verser aux patrons qui, profitant de la tendance à la relance, s'en servent pour créer des emplois. Qui Giscard croit-il tromper avec ces propos démagogiques ? Car les faits sont là ! Pendant que patronat et gouvernement débitent leurs litanies, les fermetures d'usines se multiplient, les licenciements se poursuivent de plus belle, le chômage partiel continue. Caron-Ozanne, Chaix, Griffet, Triton, le Parisien Libéré... pour ne citer que les plus connues, autant d'entreprises où les travailleurs luttent depuis des mois contre le chômage. Et puis, dans les derniers jours, à nouveau LIP.

Quelle réponse à cette grossière campagne ? Faut-il accepter de rentrer dans ce jeu, attendre



Hier, à LIP

une hypothétique «amélioration de la situation» pour réclamer à ce moment-là ? Ou bien la solution n'est-elle pas plutôt dans l'offensive sur tous les fronts. Dans les usines contre les fermetures, sur les quartiers pour réaliser l'unité populaire contre le chômage. Déjà, en 73, les «LIP» montraient la voie. Rompant avec l'attentisme, ils se lançaient dans l'action et faisaient la preuve indiscutable qu'il est possible de vaincre. Et ils sont aujourd'hui confrontés à un PS identique.

Que cherchaient-ils, ces centaines de travailleurs rassemblés Bd Bonne Nouvelle hier ? Des perspectives d'action que ne leur offrent pas les directions syndicales. Le mot d'ordre partout présent dans les usines occupées, c'est «Pas un seul licenciement !». Rien à voir avec les licenciements accompagnés de reclassements, pronés par le programme

commun que soutiennent les confédérations CGT et CFDT.

Pour réaliser l'unité populaire contre le chômage contre la politique de division entre chômeurs

et actifs, tentée par Giscard, les travailleurs n'ont rien à attendre des directions syndicales. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur capacité à prendre leurs affaires en mains.

## LIP

Mardi à Palente, 6 h 45. Dans le brouillard humide, les phares des voitures et des bus éclairent l'entrée. C'est la prise de poste chez Lip. Comme chaque jour ? Non, pas tout à fait. Les ouvrières et ouvriers rentrent par petits groupes, d'un pas réfléchi. Certains viennent en traînant un peu la fatigue d'une courte nuit : l'un était en réunion, tard. Quelques autres ont veillé jusqu'au milieu de la nuit. «On a fait un petit comité de vigilance. On ne sait jamais... On est restés pour l'usine et pour le stock». La plupart ont l'air déterminé, calme.

Suite p.5

- Les hospices de vieillards -p.2
- Conférence de presse de Mitterrand -p.6
- Portugal : la bataille de la Constitution -p.8
- Les groupes de travail autonomes -p.9

## CHINE

### Après les incidents de Pékin

### riposte vigoureuse

voir p.7



# ENQUÊTE

# LA MEDECINE A LA CHAÎNE

-9-

## LES HOSPICES DE VIEILLARDS

**Quand les travailleurs sont trop usés par une vie passée dans les bagnes capitalistes pour continuer à produire au rythme exigé, les patrons leur concèdent la retraite. Bien peu pourront en profiter plus de quelques années : l'espérance de vie de la majorité des ouvriers industriels et agricoles n'atteint pas 70 ans (contre plus de 75 ans pour un cadre supérieur). Cependant, l'allongement de la durée de la vie de l'ensemble de la population et la réduction de la natalité font que la proportion de personnes âgées dans la population française croît rapidement : au premier janvier 1973, il y avait 6.802.300 personnes de plus de 65 ans, soit 13,10% de la population totale.**

### AVEC NOUS ILS ENTERRERONT LE VIEUX MONDE

#### UN QUART DES PERSONNES ÂGÉES VIVENT SEULES

Cela inquiète la société capitaliste : pour elle, les vieux ne sont que des bouches à nourrir. Ce souci est vite écarté : on les nourrit au moindre prix ! 80 % des personnes âgées vivent avec moins du SMIC. Le minimum-vieillesse est actuellement de 48,8 % du SMIC. Le quart des retraités, soit 2,3 millions de personnes vit avec un revenu situé entre 22 F et 24,50 F par jour. Avec un tel revenu, il est

des suicides de personnes âgées ?

#### UNE SOLITUDE DIFFICILE A SUPPORTER

Quand on parle de «logement en collectivité», il faut préciser ce qu'on entend par là. Pour la plupart d'entre eux ce sera l'hospice. La maison de retraite, c'est trop cher. En 1973, alors qu'un million de personnes âgées vivait avec 13,15 F par jour, le prix de la journée d'une maison de retraite comme celle de Nanterre était de 25,50 F par jour.

rielle, c'est la misère morale qui s'abat sur les vieux qui entrent en hospice. Cette rupture avec leur entourage, leurs habitudes, est parfois insupportable. D'après le Pr. Péquignot : parmi les vieillards en bonne santé admis dans un hospice, 8 % meurent dans les huit jours, 45 % dans les six premiers mois, 65,4 % dans les deux premières années...

Ceux qui entrent à l'hospice perdent toute indépendance. Ils n'ont plus rien à eux. Leur pension, c'est l'hospice qui la touche pour payer le prix de journée ; quand il reste quelque chose, ce qui n'est pas toujours le cas, c'est versé à la personne comme argent de poche : 65 F par mois dans la majorité des cas. Les vieux sont soumis à une surveillance tatillonne et puérile. Et leur journée est vide, monotone. Même quand ils ont l'occasion de regarder la télévision, cela ne les accroche plus, coupés du monde comme ils sont. La seule occupation que leur donne la société bourgeoise : attendre la mort.

Et pourtant, les vieux veulent vivre ! Un peu partout en France, des clubs se forment ; des vieux se regroupent pour faire du théâtre, pour parler politique... L'exemple de la Chine socialiste montre que dans une société débarrassée de la loi du profit, les vieux peuvent apporter beaucoup à l'édification d'un monde nouveau ! Avec nous, ils enterrent le vieux monde !

#### DES «VIEUX» QUI FONT UNE PIÈCE DE THÉÂTRE CONTRE LA RÉNOVATION DE LEUR QUARTIER

«On a créé une troupe de théâtre dont les participants sont uniquement des retraités, leur âge varie entre 62 et 79 ans ; nous faisons du théâtre dans le 13<sup>e</sup> arrondissement depuis 4 ans. En ce moment, nous passons au café d'Edgar avec 2 spectacles : «Le procès de la tour Angèle», il s'agit d'une pièce, entièrement improvisée qui donne le point de vue des retraités sur la construction des tours dans le quartier. Le second spectacle s'intitule : «Ballades», il s'agit d'un montage à partir de souvenirs que racontent les retraités.»

C'est l'interview de la troupe des «Farfadets» que l'on peut lire dans le premier numéro de «Mathusalem», journal qui se propose de donner la parole aux vieux.



souvent impossible aux vieux de continuer à vivre dans leur logement, même s'ils le désirent. Et souvent, ce logement est trop vétuste, inconfortable, avec des escaliers incommodes... 31 % des personnes âgées vivent dans des appartements construits avant 1945. D'autre part, l'éclatement de la famille dans la société capitaliste, et aussi la cherté et l'exiguïté du logement, surtout dans les grandes villes, font que bien peu d'enfants peuvent prendre leurs vieux parents chez eux.

Et quand cela n'est plus possible, elles ont recours au logement en collectivité. Si 5 % seulement des personnes de plus de 65 ans vivent en collectivité, ce chiffre monte à 15 % pour les personnes de plus de 85 ans. Le résultat de tout cela, dans notre société, c'est que dès qu'un travailleur cesse de produire, il est en même temps exclu de toute vie sociale. Cette exclusion est très mal supportée. Sait-on que les 3/4 des suicides sont,

### UNE JOURNÉE A L'HOSPICE

Une salle de femmes parmi d'autres, à l'hospice Corentin Celton, dans la banlieue parisienne. Une soixantaine de lits, répartis en boîtes de une à quatre personnes. Chacune des pensionnaires dispose d'une armoire et d'une chaise, et il y a une table et un fauteuil au moins par boîte, des rideaux à fleurs, de couleurs vives. Bien sûr, il n'y a pas beaucoup de sanitaires ; mais ce n'est pas la misère, non. C'est même plutôt propre. C'est mieux en tout cas que certaines salles des hôpitaux généraux ou des hôpitaux psychiatriques où bien des vieillards vont finir leurs jours.

Je demande à une pensionnaire comment se passe la journée.

«Il ne se passe rien de particulier. On se lève à 7 H, c'est un peu tôt. On fait sa toilette et son lit. Le petit déjeuner est à 8 H : du café au lait ou du café noir : on a le choix.»

80 ans, l'accent de Belleville. Orpheline, avec une

petite sœur sur les bras, elle a travaillé comme repasseuse depuis l'âge de 10 ans. «Et à l'époque, c'était pas des journées de 9 heures qu'on faisait, mais de 10 heures, parfois 12. Si je me mettais à raconter ma vie, on ne me croirait pas.»

«Vers 11 heures et demie ou midi, on a le déjeuner. Un hors-d'œuvre, souvent de la salade, ou du bouillon ; des œufs durs ou de la viande hachée, du poulet tous les quinze jours ; du riz ou des pommes de terre ; fromage et dessert ; un quart de vin par jour.»

Quotidien du Peuple : Et les infirmières ?

«Elles sont gentilles, mais elles ne sont que quatre ; et puis, il faut faire ce qu'il faut pour se faire bien voir... enfin, c'est normal...»

QdP : Vous pouvez sortir ?

«Bien sûr qu'on a le droit de sortir ! Mais il faut être rentrée à l'heure des repas, sinon on ne mange pas. Moi, je ne sors pas, que voulez-

vous que je fasse ? Je n'ai pas d'argent pour faire des courses.»

QdP : Et votre pension ?

«Je n'ai qu'une toute petite retraite, alors l'hospice me prend tout ; vous savez que quand on rentre ici, c'est l'hospice qui touche la pension à votre place ?»

Je retire mon blouson : «Oui, il fait chaud ici, mais je ne peux pas ouvrir ; la surveillante est là aujourd'hui et si elle passait...»

Il y a dix ans qu'elle est ici.

QdP : Vous avez de la visite ?

«Mon fils, une fois par mois...»

QdP : Comment passez-vous la journée ?

«Pour le moment, je peux encore lire, alors j'en profite ; mais je ne peux pas lire longtemps. Autrement, il y a la télévision en couleur, mais plus personne ne la regarde.»

Comme je prends congé :

«Est-ce que la surveillante sait que vous êtes venu me parler ? Non ? Oh, alors surtout ne dites rien, si jamais elle savait ça...»

### LES OUVRIERS RETRAITÉS DE CHANGAI

(extraits d'un article de Chine en Construction de février 1974)

Les retraités touchent tous les mois une pension allouée par l'Etat, tout en continuant de jouir des soins médicaux gratuits et d'autres droits au bien-être. Malgré leur âge, ils gardent un esprit révolutionnaire ardent. Ainsi, à Changai, excepté les infirmes et les malades, la plupart des deux cent mille retraités participent de leur plein gré à diverses activités sociales.

Une grande partie des retraités s'occupent, dans le quartier où ils habitent, d'organiser les activités extra-scolaires des écoliers, donnant ainsi un coup de main aux écoles et aux parents. C'est le cas de Tchen Sieou-ying, une ancienne ouvrière de l'usine d'outils de coupe de

seillers techniques dans des ateliers de quartier. (...)

Tou Ah-ping a mérité lui-aussi, bien des éloges de ses voisins. Depuis qu'il a cessé de travailler dans une cokerie, il y a douze ans, il partage une partie des occupations du comité des habitants (organisation de masse des habitants des villes) en vaquant aux travaux d'entretien des ruelles. Il s'est également donné pour tâche d'aller de maison en maison enseigner des principes d'hygiène. Sur son initiative, les habitants ont planté pendant leurs loisirs huit cents arbres dans le quartier. Maintenant que ces arbres ont grandi, la vue des ruelles est plus agréable. Avant la Libération, le



Un vieux travailleur apprend aux jeunes le montage d'un tube au néon.

Changai. Agée de 63 ans, elle demeure avec les siens. Comme son fils et sa bru travaillent tous deux et qu'elle touche une pension équivalente à 70 % de son salaire, sa famille vit dans l'aisance. Pourtant, elle ne se contente pas de couler une retraite paisible. Pleine de santé, elle s'estime encore capable de rendre quelques services à ses voisins... Après avoir quitté leur usine, beaucoup d'ouvriers qualifiés sont devenus con-

quartier n'était qu'un bidonville empuanti par des fossés croupissants. Aujourd'hui, de chaque côté des rues ombragées se dressent des rangées d'immeubles, nouveaux logements des ouvriers. Lorsqu'on demande à Tou Ah-ping pourquoi il a consacré tant d'efforts aux soins des ruelles, il répond : «A présent que nous sommes les maîtres de ce quartier flambant neuf, qui de nous ne voudrait le rendre plus propre et plus agréable ?»

# POLITIQUE

## PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME SUR L'URBANISME:

### DES FACILITÉS NOUVELLES POUR LES PROMOTEURS—RESTAURATEURS

La session de printemps de l'Assemblée Nationale s'ouvrait hier sur l'examen du projet de loi élaboré par Galley sur la réforme du code de l'urbanisme. La nouvelle loi, complémentaire de la loi d'orientation foncière votée à la dernière session, se présente comme une rationalisation du Code de l'Urbanisme.\*

Tel qu'il est actuellement le projet de Galley semble pavé de bonnes intentions. Il ambitionne en effet de «préserver le cadre de vie», de «protéger le paysage», «d'améliorer l'information des usagers»... Sa formulation rappelle les recommandations de Giscard en matière d'urbanisme, et s'inscrit dans le bavardage gouvernemental sur la «qualité de la vie»...

#### PROTÉGER LE PAYSAGE

Un certain nombre de ses dispositions visent à établir des «zones de protection des paysages», des «périmètres sensibles» à l'intérieur desquels la construction sera subordonnée à des règles strictes, voire interdites. Les communes rurales auront la possibilité pour limiter une urbanisation pavillonnaire envahissante et anarchique de regrouper les droits de bâtir sur un nombre limité de parcelles.

Les permis de construire et les plans d'occupation des sols contiendront de nouvelles obligations : obligation de démolir des bâtiments insalubres dans les secteurs où sont accordés les permis de construire. Par contre, le permis de démolir sera assorti de vagues dispositions pour

permettre le relogement des personnes expulsées.

Il ne fait pas de doute que comme la précédente loi foncière, ce projet sera sérieusement mis à mal par les députés qui en atténueront les dispositions les plus gênantes pour les requins de l'immobilier. Mais même, tel qu'il se présente, il prévoit ses propres limitations. Ainsi, il introduit la notion de «dérogation», soi-disant pour éliminer les abus, mais en admettant dans le texte même les dérogations, il ouvre largement la voie au contournement de la loi. Il suffit de voir comment sans même que les dérogations soient autorisées les précédentes lois sur l'urbanisme ont été tournées.

#### ...OU ÉTENDRE LES PROFITS DES PROMOTEURS

Ces nouvelles dispositions permettront de simplifier le magma législatif existant et de donner certains moyens de contrôle supplémentaire aux municipalités, au ministère de l'équipement et aux préfets. Mais elles ne garantissent en rien une meilleure urbanisation même du point de vue de la protection du paysage, car le pouvoir de décision de-



meure dans les mêmes mains. La nouvelle loi étendra même les possibilités des spéculateurs immobiliers.

En effet, elle accorde de nouvelles facilités aux opérations de «restauration» (transformation des vieux immeubles).

Les opérations de restauration disposeront des mêmes facilités pour l'expropriation et pour les subventions que les opérations de rénovation. Il faut bien sûr, attendre les décrets d'application, mais

le risque est grand de voir faciliter la tâche des propriétaires qui veulent expulser les locataires modestes des vieux immeubles pour appliquer des loyers cinq fois plus élevés après un ravalement de façade et quelques aménagements intérieurs. Ces dispositions se situent dans le prolongement des recommandations du rapport Nora sur «la réhabilitation» des logements anciens, et des recommandations de Giscard en matière d'urbanisme. Il y a donc de grands risques pour qu'elles soient retenues.

## RAPPORT SUR LE FINANCEMENT

### DU VII<sup>e</sup> PLAN:

### Reduire les salaires pour financer le redéploiement

Le rapport de la Commission du Financement du VII<sup>e</sup> Plan a été remis lundi. Par rapport à ceux des autres commissions souvent imprécis et flous, celui-ci a au moins le mérite d'être clair.

Ce rapport examine essentiellement deux questions : dans quels secteurs investir, et comment se procurer les fonds nécessaires à ces investissements.

Deguen, le rapporteur présente un «inflexionnement» de la politique des investissements en faveur des entreprises exportatrices ou implantées à l'étranger. Dans ce domaine, le VII<sup>e</sup> Plan poursuivra donc l'effort de redéploiement de l'économie française en donnant aux entreprises les plus dynamiques sur le marché, les moyens d'améliorer leur compétitivité face à leurs concurrents, c'est-à-dire, les finances nécessaires pour se moderniser. Cette politique de redéploiement offensif, nécessite pour rattraper le retard par rapport aux entreprises, allemandes surtout, mieux placées pour emporter les marchés avec le Tiers Monde, un accroissement des investissements productifs : progression de 7,3% par an, contre 3% ces dernières années.

Cet objectif fixé, pour qu'il ne reste pas lettre morte, il faut en indiquer les moyens. Ils se résument en deux points :

-1- Certains secteurs qui bénéficiaient d'une partie des investissements en seront désormais partiellement privés. C'est le cas surtout pour le logement et l'agriculture. Le logement qui drainait une part importante de l'épargne par le biais de l'épargne-logement ; les facilités dont elle bénéficiait seront supprimées. Pour l'agriculture, cette politique se traduira par une plus grande difficulté pour les agriculteurs, et spécialement les petits, pour

obtenir des prêts. Les dépenses publiques et de Sécurité Sociale devront aussi être limitées, ce qui signifie des économies réalisées sur les équipements collectifs indispensables et sur la santé des travailleurs.

-2- Il s'agit surtout d'améliorer la situation financière des entreprises. Pour cela, le plan souligne «l'importance qu'il y a à limiter la croissance nominale des revenus pour la réussite du VII<sup>e</sup> Plan». C'est donc un encouragement à rogner sur les salaires, pour augmenter la marge des profits.

Le rapport préconise également plusieurs moyens pour drainer l'épargne.

- Décourager l'épargne à court terme en diminuant sa rémunération, c'est l'épargne populaire qui sera touchée.

- Favoriser l'épargne à long terme : primes, intérêts plus élevés.

Il suggère également une augmentation de la fiscalité : impôts directs, qui pèseront surtout sur les travailleurs alors que des facilités seront accordées aux entreprises et aux actionnaires.

Limiter les salaires, accroître les impôts sur le revenu, diminuer les charges des entreprises, leur ouvrir plus grand les vannes du financement, c'est clairement une aggravation de la politique d'austérité qu'annonce le VII<sup>e</sup> Plan.

## INFORMATIONS GENERALES

### MORT D'UN REQUIN

Le milliardaire américain H. Hughes est mort avant-hier au cours de son transport vers un hôpital d'Houston. Il avait 70 ans : comme quoi tous les hommes d'affaires ne meurent pas prématurément d'une crise cardiaque... Homme d'affaires par excellence (si on peut dire) que ce H. Hughes : héritant d'une fortune assez importante, il foure ses pattes de brasseur de capitaux partout où il y a le maximum de fric à gagner : la production cinématographique, l'aviation (Hughes Aircraft Co) l'immobilier (il possédait des dizaines d'hôtels et de salles de jeu aux USA et aux Caraïbes). A 20 ans, il s'était trouvé une vocation : devenir «l'homme le plus riche du monde». Mission accomplie : sa fortune tourne à... environs de

deux milliards de dollars. Par tous les moyens, légaux ou non : d'où de multiples procès, auxquels il ne daignait même pas se présenter. A son aise dans les eaux fangeuses de l'impérialisme américain comme un poisson dans l'eau, on le retrouve dans des projets anti-cubains fomentés par la CIA.

Depuis une vingtaine d'années, il vivait dans une sorte de clandestinité dorée, traitant ses affaires par téléphone, ranci d'obsessions diverses, peut-être occasionnées par son accident de 1948 qui l'avait laissé, lui le play-boy riche, impuissant sexuellement. De la folie des grands à la folie tout court, tel fut l'itinéraire du milliardaire : l'ward Hughes.

### en bref... en bref... en bref...

- BERGERON A L'AMBASSADE DES ETATS UNIS : Hier midi, Bergeron, accompagné de plusieurs membres de la direction de FO, est allé déjeuner à l'ambassade des Etats Unis, où on avait tenu à l'inviter. On ne sait pas si le trésorier du syndicat jaune (créé en 47 sur une confortable avance de fonds de la CIA) était de la partie...

- POUR UN PARTI CENTRISTE UNIQUE : CE SERA PETIT. MAIS ÇA AVANCE

Le Centre Démocrate de Lecanuet et le Centre Démocratie et Progrès semblent animés actuellement d'un fort désir d'unité. Le congrès d'unification des

deux formations débutera le 14 mai à Rennes. Des réunions hebdomadaires se tiennent pour en régler les dernières modalités et distribuer les futures responsabilités. Le siège commun est déjà acheté, il se situera au 207 du boulevard St Germain au centre gauche de la capitale.

- Le centre médico-psychologique André Ham, dont le personnel en grève après le licenciement d'un médecin, est occupé par la police. La préfecture de Paris a profité d'un congé début avril pour fermer le centre, dans le but de le rattacher à un hôpital public. Le personnel vacataire risque de ne pas être réembauché.

- GISCARD VISITE LA GARDE RÉPUBLICAINE : Devant les gardes républicains en uniforme d'apparat, Giscard a parlé de la mission de la garde républicaine. Témoigner du prestige de la France lorsqu'elle reçoit les chefs d'Etat étrangers, et assurer la sécurité des pouvoirs publics. Pour cela les gardes républicains disposent d'armes plus efficaces que leurs sabres.

- Le conseil des ministres qui se tiendra aujourd'hui réexaminera les mesures répressives qu'il avait déjà proposées, après leur approbation par le Conseil d'Etat, mesures qui légalisent les opérations «coup de poing».

- UNE CENTRALE NUCLEAIRE EN MOSELLE : Avant même que le conseil d'Etat ait fait connaître sa décision, le préfet de la Lorraine a annoncé que les travaux de construction de la centrale de Cattenom allaient commencer immédiatement. Le projet global est de 2200MW, les centrales étant de type PWR. Un sujet d'inquiétude dans la région, d'autant plus qu'un autre projet est prévu à proximité (à Reneschter, dans le Luxembourg).

- ANGOLA : Après le retrait des dernières troupes sud-africaines, les premiers soldats angolais ont atteint la frontière avec la Namibie.

# LUTTES OUVRIERES

## RASSEMBLEMENT CGT DES USINES DE LA REGION PARISIENNE

## Quelles perspectives...

C'est jusqu'à 15 heures que se tenait hier, au métro «Bonne Nouvelle» le rassemblement des usines de la région parisienne, en lutte, organisé par l'union régionale CGT, initialement prévu à l'Opéra et interdit à cet endroit par Poniatowski.

C'est dès 8 heures et même avant que les délégations du livre, (Parisien Libéré, Chaix, Chauffour), de Hélio Cachan, Mécano, Ottawa (usine occupée depuis le 15 juin), d'Idéal Standard, de Pygmi Radio, en lutte depuis trois mois, arriveront. Les stands seront vite installés. Ceux du Livre retraceront les différentes initiatives prises au cours de la lutte, à l'aide de photos.

7 heures de suite les stands seront animés, des passants s'arrêtant pour acheter des cartes postales pour soutenir par exemple les travailleurs d'Hélio Cachan... C'est une ambiance de fête qui se dégagera tout au long du rassemblement. Les travailleuses de Pygmi Radio scanderont inlassablement

«Pygmi vivra», les travailleurs de Barthelemy à Montreuil retraceront leur lutte à l'aide d'un vidéo cassette.

Partout où nous irons, les travailleurs nous diront : «Giscard croyait sabrer cette journée, et bien c'est raté. On montre qu'on est toujours là».

### LES TRAVAILLEURS ATTENDENT DES PERSPECTIVES DE LUTTE

Mais, quelles perspectives ? Assurément, les travailleurs qui étaient là, attendaient autre chose de cette journée. C'est quand Séguy arrivera à midi, qu'un permanent de la CGT prendra la parole : «Face à l'intransigeance du pouvoir, il n'y a qu'une solu-

tion, la lutte... et à ce propos, la CGT fera tout pour porter la lutte au niveau maximum». Mais qu'entend la direction CGT par là ? Écoutons l'orateur : «Aujourd'hui, c'est la journée des entreprises parisiennes, demain ce sera l'EDF, après demain, il y aura une nouvelle journée».

Mais est-ce cela porter les luttes au niveau maximum, au niveau le plus efficace ? Non Messieurs les dirigeants de la CGT et les travailleurs qui étaient présents vous demandent des comptes - et déjà ceux-ci - «Une journée comme ça, c'est même très bien. Ça permet de populariser, ça va faire un peu de bruit même. Mais il faudrait quand même commencer à regarder les choses en face. On est des dizaines de boîtes en lutte, depuis un an pour certains. Et on reste chacun de son côté».

Les travailleuses de Prisu-

ni, en lutte depuis le 22 mars seront nettes : «Une journée comme ça, nous n'en plus on n'est pas contre, c'est bien pour ça qu'on est venu, d'ailleurs. Tu vois, on a déjà ramassé de l'argent, on fait connaître nos revendications. Mais quelles perspectives on nous offre ? La direction CGT nous appelle à un rassemblement mais à côté de ça, ils laissent pourrir notre lutte, en ne l'étendant pas à tous les magasins. C'est là qu'on voit les gens à l'œuvre. Au contraire, ce qu'il faudrait, c'est une lutte toutes ensemble de tous les magasins. Et qu'on ne vienne pas nous

dire que ce n'est pas possible. Ça chauffe en ce moment dans les magasins. Mais s'ils hésitent, c'est parce qu'ils ont peur d'être débordés

Pour le P«C»F, par l'intermédiaire de la CGT, les choses étaient nettes hier, il s'agit de se servir des luttes des travailleurs pour les faire converger vers la voie sans issue du programme commun. Il n'ira d'ailleurs pas par quatre chemins quand il expliquera : «Les travailleurs ont besoin d'un syndicat CGT fort pour aller vers des

changements démocratiques profonds». «Plus nombreux on sera à la CGT, plus vite on ira vers un changement majoritaire - le programme commun...» «Nous ferons tout pour hâter la victoire du programme commun».

Au passage, d'ailleurs, les révisionnistes dans la CGT, lanceront d'une manière à peine déguisée, un avertissement au PS : «Si aujourd'hui, la seule CGT organisée ce rassemblement, c'est parce que dans les usines occupées, elle est la seule présente». Pour le PC, il s'agit de remonter sa position bien affaiblie au sein de la gauche, grâce aux luttes des travailleurs (il veut faire comprendre qu'il est là !).

Mais ceux-ci ne sauraient accepter que leurs luttes soient cassées et dévoyées au profit des bagarres entre les partisans de l'union de la gauche.

«C'est aux travailleurs eux-mêmes de pousser les directions syndicales à la coordination des luttes», nous dira une employée, pendant que les stands commencent à être démontés.

Richard FEUILLET



## GEORGES : REPRISE DU TRAVAIL

Hier matin, les grévistes de Georges ont repris le travail. Pourtant, cinq licenciements sont en cours, alors si la grève est finie, la lutte continue.

### DES ACQUIS, MAIS...

Les résultats de cette lutte ne sont pas négligeables : 200F pour les O.S., 170 pour les autres ouvriers, 5% pour les monteuses et les bureaux. De plus, une prime de transport de 40F pour tous et 8F de plus pour les frais de route des monteuses. A côté de cela, le patron a institué une «prime d'assiduité» semestrielle de 15%, mais «si l'on vient à manquer, le pourcentage auquel on a droit sera distribué à l'ensemble du personnel. C'est surtout pour diviser».

### ... DES LICENCIEMENTS

Le délégué syndical CGT est licencié. Pour quatre ouvriers combattifs, ce sont des mises à pied de trois jours avec procédure de licenciement en cours. Dans le même temps, six auditions aux flics avaient lieu lundi

matin, suite à la plainte qu'a déposée le gérant pour sa séquestration, de soi-disant voies de fait, et pour non-assistance à personne en danger (alors que les ouvriers ont couru la ville à trois heures du matin pour lui trouver des médicaments pour son cœur (!)).

Ces licenciements, il n'est pas question de les accepter, mais pour faire céder le patron, nous devons nous affronter autant à la «justice» qu'aux manœuvres du P«C»F. Après la séquestration du patron et sa libération par les flics, l'UD-CGT intervient. Se moquant totalement des décisions prises en assemblée générale le matin même et de toute démocratie, l'UD appuyée par l'Union Locale déclare que le comité de grève est illégal et qu'il faut négocier à tout prix. C'est ainsi qu'ils sèment une première confusion. Puis ils lancent calomnies, insultes et ragots de bas-étage contre les ouvriers combattifs. Une attaque grossière contre le PCR lance néanmoins le débat sur l'aspect politique de la grève. A partir de là, les positions sont plus claires

mais les dirigeants de l'UD ont réussi à semer le trouble une fois de plus.

Sachant qu'il peut marquer des points dans cette situation, le patron propose une pré-négociation : libération et dégageant des voies d'accès à l'usine libre accès des cadres et des non-grévistes. Aucune discussion avec les ouvriers cités aux tribunaux. L'UD-CGT accepte ! Alors que les monteuses n'ont pas obtenu toutes leurs revendications, alors qu'il y a des licenciements, la CGT se prononce pour la reprise, sans attendre le retour des militants qui étaient... au commissariat.

### LA GRÈVE EST FINIE PAS LA LUTTE

Une partie des ouvriers combattifs, devant la trahison orchestrée par la direction de la CGT, décident de créer une section CFDT (y compris le délégué syndical CGT). Nous luttons, nous vaincrons ! Ce mot d'ordre des travailleurs de Georges est toujours à l'ordre du jour.

Correspondant Amiens

● KRASUKI RECONNU  
Krasuki, dirigeant bien connu de la CGT, venu au rassemblement des usines en lutte de la région parisienne, hier, s'est promené parmi les stands. A un moment, il s'est arrêté pour discuter avec des ouvrières. Il croyait être là, inconnu. Manque de chance, une ouvrière qui

passait, l'interpella en le voyant : «C'est bien beau le baratin, vous là ! Mais vous feriez mieux de lutter avec nous». Elle le voyait pour la première fois... Elle l'a pris tout de suite pour ce qu'il était...

● AMORA (Dijon) :  
L'usine Amora de Dijon est totalement bloquée par une grève suivie par plus de 90% du personnel. Entre autres revendications, les grévistes exigent notamment l'annulation de licenciements prévus dans les bureaux et une prime de vacances égale au 14<sup>e</sup> mois.

Propriétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**MARDI 6 AVRIL**  
1 F 50 N° 104  
Signature : J.P.  
Contribution page n° 10 90

**SOMMAIRE**

- Les hôpitaux prison P.2
- Étudiants : c'est la rentrée... des luttes P.6
- Cambodge : comme il l'avait annoncé, Sihanouk se retire P.7
- L'enrichissement des tâches P.9

**CHINE**  
La lutte de classe s'aiguise

**LIP, C'EST PAS FINI !**

**France Soir**

**La fin inévitable de Lip**

**Le Parisien**

**COUPE : REIMS-MARSEILLE MATCH VEDETTE DES 8<sup>e</sup> DE FINALE**

**8 MILLIARDS DE DEFICIT EN 2 ANS ETAT DE CESSATION DE PAIEMENT**

**LIP: C'EST (VRAI) FINI !**

Rencontre Seguy-Maire  
**LES TRAVAILLEURS EN LUTTE LES ONT FAIT CHANGER DE TON**

Une conférence de presse mardi. On verra de l'Union locale CGT et des délégués syndicaux.

Indiscrétion  
Mosconi revient à la barre

PEANUTS par S. B.

La musique militante...  
diversité en un seul acte. Les autres...

APRÈS MIDI A ENGHEN : 8 COURSES

# LUTTES OUVRIERES

## lip IL FAUT PRENDRE L'INITIATIVE

Mardi à Palente, 6 h 45. Dans le brouillard humide, les phares des voitures et des bus éclairent l'entrée. C'est la prise de poste chez Lip. Comme chaque jour ? Non, pas tout à fait !... Les ouvrières et ouvriers rentrent par petits groupes, d'un pas réfléchi. Certains viennent en trainant un peu la fatigue d'une courte nuit : l'un était en réunion, tard ! Quelques autres ont veillé jusqu'au milieu de la nuit. « On a fait un petit comité de vigilance. On ne sait jamais... On est resté pour l'usine et pour le stock ». La plupart ont l'air déterminé, calme. Après les déclarations de « Cercueil » (nouveau surnom du PDG Sargueil), hier soir, « on n'a plus que nous et les autres travailleurs sur qui compter. On a bien vu qu'il y a vait la volonté des administrateurs de mettre la clef sous la porte. Quant à la table ronde... C'est pas fait ! ».

Des anciens du comité d'action Lip, des éléments actifs de la CFDT sont là, un peu dépités par l'indécision d'hier : « Aujourd'hui, il faut poser le problème de l'occupation, trouver des moyens... sinon on se retrouvera un jour comme les gars du « Parisien Libéré », le bec dans l'eau ! » disaient-ils... Fait significatif, beaucoup de « Lip », surtout des ouvrières, arrivent en retard, tranquillement : « Au point où on en est, ils ne voudraient tout de même pas qu'on arrive au pas de course pour travailler ? Et Millet (le directeur) tu crois qu'il est là à cette heure, lui qui devrait s'inquiéter d'où va la boîte ? ».

Qui plus est, alors qu'en janvier, Neuschwander avait fait réinstaurer le pointage à la loge pour les retardataires, un ou deux travailleurs seulement le

feront. En riant, un ouvrier passe fièrement devant la loge, et, pour s'annoncer, s'écrie : « Lip, chômeur. Bientôt Lip en lutte ! ».

### UNE AMBIANCE DE LUTTE

« Les « Lip » sont présents à leur poste. Vous pouvez en déduire qu'ils travaillent si vous voulez » disait un responsable syndical aux journalistes des radios, arrivés péniblement alors que les derniers employés de bureau rentraient. En fait, dans les ateliers, c'était l'assemblée quasi-permanente. « On n'a même pas mis le courant. A la mécanique, personne n'a mis de machines en marche. On discute de la situation, des dernières déclarations de Sargueil... Il paraît que Neuschwander fait une conférence de presse à

Paris. Tout le monde s'agite, alors, il faut bien qu'on réfléchisse à comment on va lutter cette fois ».

A la pause, c'est ce qui ressortait, et l'on discutait beaucoup de la délégation de quatre « Lip » partie à la FGM-CFDT (fédération de la métallurgie) à Paris, pour appuyer la demande de « table ronde industriel-

est déjà à moitié enterré. Si c'est pour ça, qu'ils viennent !... ». Une ouvrière déjà âgée commente ainsi vertement la revue de presse. Elle ricane sur Minjoz (le maire PS) : « Tiens, voilà la meilleure. Il paraît qu'il veut nous voir et qu'il demande même comment nous soutenir ! Tu parles, après ce qu'il a fait en 74 ! ».

directeur de la production). Passé dans les ateliers, il s'étonnait de ne pas voir les « Lip » au travail : « Travaillons jusqu'à fin avril, pour utiliser toutes nos chances » disait-il, approuvé par certains éléments de la CFDT.

Ces derniers, en effet, prétendent « qu'il faut surtout empêcher qu'on fasse

me, qui démentira de fait les illusions, malgré lui, en annonçant dans la matinée que la « la BNP n'assure plus de couvertures à partir d'aujourd'hui et cesse de payer ». Dans le ciel des illusions attentistes, c'est un sacré éclair !

### LA NÉCESSITÉ DE L'INITIATIVE

Maintenant, les choses vont sans doute être plus nettes. La voie de la lutte passe par le refus de s'enfermer dans les discussions techniques sur la « mutation technologique de l'horlogerie ». Il est plus que temps que les « Lip » se situent à nouveau, pleinement, dans le camp de la lutte pour l'emploi, sans concessions, en première ligne. Car, dans les usines de Besançon, le PCF, FO, et la bourgeoisie se liguent pour suggérer « qu'il n'y a pas que les « Lip » en France et qu'on fait déjà trop de bruit sur Palente ». Seules, la reprise de l'initiative et la popularisation du combat des « Lip », comme signe de la contre-offensive ouvrière face aux licenciements, garantiront la mobilisation nécessaire. Oui, encore une fois, « Lip » se battra pour tous les travailleurs.

Stéphane RAYNAL



porter le chapeau aux « Lip » ! En fait, tout le monde attend la tournure de l'assemblée générale qui doit décider de l'action des « Lip ». pour l'instant, la polémique s'est engagée face à une nouvelle manœuvre de « l'œil d'Ebauches SA à Lip », Tyrode (le

le) et « prendre le vent » à la confédération. « Les solutions industrielles ? Ça ne tombera pas du ciel ! Il faudrait qu'on se bouge, et vite. Il faut montrer que Lip, ce n'est pas fini. Ça c'est vrai. Regardez donc les autres journaux, on y

Comme si se posait le problème de la responsabilité des ouvriers dans leur propre licenciement !

Mais, c'est le directeur de la production lui-même.

## APRES L'ASSEMBLEE GENERALE

Après l'assemblée générale du matin, les LIP semblaient très partagés. D'un côté, on avait des cadres, la CGT et la majeure partie des éléments dirigeants de la CFDT, flanqués de Moussel, le secrétaire du PSU. Pour eux, le communiqué remis au nom de l'inter-syndicale, en témoignait : il s'agissait de mettre en quelque sorte les pouvoirs publics, en face de leurs responsabilités.

Charles Piaget, entouré d'une foule de grévistes, et de journalistes mêlés, mettait en avant lors d'une inter-

view : « l'inexorable machinerie que le pouvoir a fait s'enclencher contre LIP ». Pour lui, afin d'empêcher « l'étranglement rapide que cherche le gouvernement », il faut faire appel à tous ceux (sans distinction) qui peuvent parler haut pour dire la vérité sur LIP.

Des contacts ont été pris avec des élus de gauche de la région. Minjoz (Maire PS de Besançon) a décidé de recevoir une délégation des syndicats de chez LIP...

Surtout ce que recher-

chent les partisans de l'atténuation de LIP, c'est la table ronde de la profession horlogère. Visiblement, de grands espoirs sont nourris. Pour les responsables interrogés, de là devrait sortir un projet : « La situation au plan horloger au plan national, on ne peut pas dire, mais il n'y aura pas de solutions dans le privé ». « On ne peut s'en sortir que par le secteur public ». On voit ce qu'ils veulent dire ! D'autant que les quelques membres du P«C»F chez LIP se frottent visiblement les mains. Voilà de quoi relancer leur thème. Pendant ce temps, la direction PSU fourbit son slogan « nationalisation sous contrôle ouvrier », pour des heures plus propices.

### IL EST TEMPS DE SE BATTRE VRAIMENT !

Entre la lassitude et l'exaspération, se situaient bien des positions ouvrières, par contre. « A quoi rime ce round d'observation, maintenant que la BNP et tous les autres nous coupent les vivres ». Et quelques ricaneurs accompagnaient les grandes phrases offertes en pâture à la radio, par Vittot

ou le « Charles » Piaget, surtout lorsqu'il parlait de « lutter jusqu'au bout » ou de « Lip toujours présent ».

Certains indiquaient clairement : « Commençons d'abord par lutter tout de suite, discutons de l'organisation de notre combat au lieu de faire du baratin sur la gestion de LIP ». D'autant que Millet, le directeur né s'étant en fin de compte pas présenté, les LIP sont « sans patron ». Donc à la merci d'un coup de force d'Ebauches SA et de la police. « Si on reste les bras croisés, Ebauches va empêcher les brevets et la marque, la commercialiser par sa filiale JWC et on se retrouvera comme au Parisien Libéré avec la blouse en plus » disaient certains anciens du comité d'action.

Les travailleurs ont pourtant les yeux tournés vers LIP. Les coups de téléphone de sections syndicales d'usines en lutte sont incessants maintenant. Sur Besançon, où la Zenith, l'Hôpital, le CAT, le Bâtiment, Bougeois, l'EDF (depuis 8 jours en grève locale) sont dans l'action, on attend beaucoup des LIP !

### Les Lip veulent prendre leur lutte en main

Hier, la direction de la CFDT avait dit : « On travaille et on fait deux Assemblées Générales par jour ». Mais, cet après-midi, on ne savait plus où on en était. Est-ce qu'il y a eu AG à 3 H comme prévu ? Eh bien, non. Pourquoi ? Parce que les délégués sont en réunion ! Comme dit une ouvrière : « Alors c'est ça : il y a ceux qui pensent et ceux qui travaillent ! »

Laissés sans perspective, peu informés les Lip commencent à réagir. Dans les ateliers peu de gens travaillent. Des groupes de discussion se forment. Les ouvriers sortent sur les pelouses.

Auparavant, on a même vu les ouvrières de l'armement aller expliquer à celles de l'horlogerie qu'il faut s'arrêter de travailler : « Ce n'est pas le moment de travailler pour les Suisses ! Il faut réfléchir à notre lutte ! »

On voit des travailleurs mis en pré-retraite il y a à peine un mois revenir à Palente pour discuter de la lutte.

Des ouvriers vont voir ce qui se passe à la réunion des délégués et ils leur disent : « Il faut penser au personnel, on ne peut pas rester comme ça sans perspectives ».

Peu à peu les délégués se rendent à l'évidence :

« Il faut se soucier des travailleurs ». Car certains des délégués n'ont pas mis les pieds dans leurs ateliers depuis 2 jours.

On décide donc de créer des commissions, dont 1 commission de relation avec le personnel, une commission animation, une commission coordination des luttes et une commission de réflexion sur les nationalisations.

Plus que jamais, la pratique passée de certains délégués doit disparaître : la démocratie ouvrière de 73 doit renaître. Les Lip prendront eux-mêmes en main leur lutte. Ils ne laisseront pas faire ceux qui, en liquidant la lutte, liquideraient la boîte.

### CONFÉRENCE DE PRESSE DE PIAGET

17 H 30 : Piaget annonce entre autre le projet de réintroduire un projet de nationalisation pour Lip. Mais qu'est-ce donc qu'une nationalisation ? Est-ce qu'elle mettra un terme à l'exploitation, mais surtout aux licenciements ?

La nationalisation ne permettra-t-elle pas, à un moment crucial comme celui vécu à Lip aujourd'hui de noyer le poisson : car une fois le dossier introduit, quelles garanties sur les licenciements ? De plus, faut-il se remettre en mémoire la nationalisation des Mines : les puits qui ferment en rafales (Decazeville, la Grande Combe, l'EDF en grève notamment à Besançon aujourd'hui pour l'augmentation des effectifs, la SNCF et d'autres...)

# POLITIQUE

## Conférence de presse de Mitterrand :

### LE PS RELANCE LA QUERELLE POUR LES MUNICIPALES

Même s'il les a passées sous silence, c'est principalement pour répondre aux propositions de Marchais pour les prochaines municipales, que Mitterrand tenait hier une conférence de presse à l'assemblée nationale. Une réponse qui confirme qu'après le résultat des cantonales, le PS se sent assez fort pour se permettre d'imposer ses vues au PC. Marchais devra bien en passer par là. D'autres sujets ont été abordés, comme la reprise (à laquelle le PS accorde crédit), la nomination de Chirac comme coordinateur de la majorité, ou Lip. Effleurés plutôt, car, une conférence de presse de Mitterrand, c'est plutôt l'occasion d'aligner des bons mots et d'entretenir cette image d'homme d'état, sur le seuil du pouvoir, que ce vieux routier de la politique bourgeoise, rajeuni par «l'union de la gauche», se donne. Enfin, au moment où des milliers de travailleurs poursuivent ou entament leurs luttes, le silence complet sur ces luttes.

Sur les municipales, alors que le PC proposait à ses alliés de présenter dès le premier tour, et dans toutes

les municipalités des listes communes de la gauche, Mitterrand s'en est tenu à ce que le PS pratique déjà,



### Quelques extraits

«Le Parti Socialiste recherchera le meilleur accord possible avec les formations politiques du programme commun en vue de constituer des listes d'union de la gauche dès le premier tour de scrutin. En cas de désaccord sur place... le comité directeur national tranchera pour les villes de plus de 30 000 habitants et les instances départementales pour les autres. Il n'y aura d'alliances qu'à gauche.

Dans celles des 36 000 communes de moins de 30 000 habitants où le Parti Socialiste se présentera seul au premier tour, il participera à des listes d'union avec les autres candidats de gauche au 2<sup>e</sup> tour». Tout le contraire de ce que proposait Marchais.

A propos de LIP, le PS n'a rien à proposer avant novembre : «Le PS, pour

sa part, propose que soit mis en œuvre un plan cohérent de restructuration de l'industrie française. Il en précisera tous les aspects... dans son colloque sur l'industrie qu'il tiendra en novembre prochain». Où est la différence avec les propos d'un certain patronat, favorable à une restructuration plus rapide de l'économie capitaliste, restructuration qui a déjà entraîné tant de licenciements !

A propos de Chirac, sujet qui rend Mitterrand très bavard : «Les Français n'ont pas voté pour la reconstruction d'un Etat UDR. Mr Giscard d'Estaing doit en être le premier surpris... J'aimerais voir tant de qualités (celles de Chirac...) au service d'une meilleure cause». On sait se faire des politesses, entre politiciens...

c'est-à-dire, selon les cas, des listes communes ou des listes exclusivement PS, ou encore l'appel à des candidats «favorables ou ralliés à l'union de la gauche». Qualificatifs assez flous pour permettre la constitution de listes «larges» du genre de celle que tient le PS à Marseille ou à Lille, chose que le PC n'aime pas beaucoup, puisqu'elles les écartent de ces municipalités. Le détail de la cuisine électorale est renvoyé au congrès extraordinaire du PS, conformément à la motion décidée au dernier comité directeur.

L'alignement momentané du CERES (qui voulait tenir son propre mini-congrès, sur les municipales...) sur les positions de Mitterrand est confirmé.

«Mr Edgar Faure ferait mieux de balayer devant sa porte», c'est ainsi que Mitterrand a répondu à la proposition du président de

l'assemblée nationale d'une «concertation entre majorité et opposition pour lutter contre l'inflation». Il n'a donc pas tellement suivi les conseils de son spécialiste ès «économie et social», Jacques Delors, qui, en écho à Edgar Faure, demandait «que les instances de concertation soient renouvelées». Le PS sait qu'il est le parti charnière de la vie politique française, mais il ne tient pas à se compromettre, aujourd'hui. Mitterrand a pourtant laissé augurer de l'avenir qu'il promet aux travailleurs, au cas où la gauche serait au pouvoir : à propos de la reprise économique (que le PS reconnaît donc), il a souligné que le gouvernement «ne disposait pas de l'autorité nécessaire pour réaliser la solidarité nationale autour d'objectifs d'intérêt public». Solidarité qui n'est autre que la collaboration de classes pour imposer l'austérité. Mitterrand a une longue expérience de ce côté là...

## Les quatre morts de Donges : VICTIMES DU PROFIT

Quatre ouvriers ont péri brûlés dans l'incendie qui s'est déclaré lundi soir à la raffinerie Antar de Donges, et plusieurs autres sont gravement blessés. A l'origine de l'incendie, il y a l'effondrement d'un conduit de récupération de fumée. Deux supports métalliques qui soutenaient le conduit, ont cédé, en tombant, ils ont percuté une canalisation de naphta sous pression à la température de 358° qui s'est aussitôt enflammé.

Très vite, les services de sécurité de l'usine, bientôt relayés par les pompiers de la ville, ont attaqué le sinistre qui a pu être maîtrisé en une heure. C'est alors qu'on découvre les quatre victimes, qui au moment de l'accident, travaillaient à l'intérieur du conduit de fumée.

Pour récupérer une partie de la chaleur qui est évacuée avec les fumées, Antar construisait une série de collecteurs ; c'est un de ceux-ci qui s'est effondré.

C'est la deuxième fois cette année que se produit un accident chez Antar. Il y a un mois, un ouvrier avait été mortellement blessé au cours de la démolition d'un mur de protection, écrasé sous les débris du mur.

Antar tente de se dégager de toute responsabilité dans ces accidents car les ouvriers tués appartenaient à des entreprises extérieures.

Plusieurs enquêtes sont en cours pour déterminer les responsabilités civiles. Il est probable qu'elles mettront longtemps à aboutir car les entreprises en cause vont se renvoyer la balle. Antar pourra dire que les travaux effectués n'étaient pas sous sa responsabilité. C'est une société d'engineering : Foster-Wheller qui a fait l'étude du système de collectage des fumées. C'est une autre entreprise qui s'est chargée de la réalisation de la partie métallique : Munch. Et une troi-

sième entreprise : Fumichaine, réalisait les travaux d'isolement à l'intérieur des gaines de collectage. Trois des ouvriers tués étaient salariés de Fumichaine, le quatrième qui travaillait avec eux était «prêté» par STBO. Parmi les quatre, il y a un Algérien et deux Italiens. Comme à Usinor, et dans plusieurs grandes entreprises, de nombreux travaux sont effectués par des entreprises extérieures qui les réalisent au moindre coût. Dans le cas présent, si les supports métalliques ont cédé, ce n'est certainement pas dû au hasard ni à l'usure puisqu'ils étaient neufs. C'est simplement parce qu'ils n'étaient pas suffisamment solides, parce que l'entreprise qui avait fait les travaux, avait rogné sur l'épaisseur du métal pour augmenter sa marge de profit.

De cela, les travailleurs de Saint-Nazaire sont conscients. Ils ont répondu nombreux à l'appel de la CFDT et de la CGT, à la marche silencieuse. Ils étaient un millier hier à 14 heures, d'Antar et des entreprises extérieures, à avoir débrayé une demi heure pour le rassemblement devant les grands bureaux d'Antar et à se rendre ensuite en cortège près des lieux de l'accident. Un accident qu'ils savent être un nouveau crime du capitalisme, et pour lequel ils réclament que la vérité soit faite.

Serge LIVET

## Edgar Faure et la concertation avec le PS

Dimanche, Edgar Faure, vieil acrobate de la politique lançait un nouveau appel à la collaboration de classes «pour lutter contre l'inflation, il faut réaliser un large consensus. Il faut qu'il y ait l'accord de la classe ouvrière et des travailleurs».

C'est un appel qui a trouvé sans mal l'oreille de Jacques Delors, ancien conseiller de Chaban Delmas, lorsqu'il était premier ministre, et présentement spécialiste au PS des questions économiques. Delors a répondu qu'un tel dialogue pourrait s'instaurer si le gouvernement «faisait des gestes», il est prêt à faire la passerelle entre le gouvernement et l'opposition.

La dernière réunion du comité directeur du PS se prononçait sur la question des élections municipales et la proposition du PCF de faire des listes communes dès le premier tour dans toutes les municipalités. Le CERES, qui joue le rôle de passerelle entre le PS et le PCF, est favorable à cette tactique. Il avait envisagé de tenir une réunion sur cette question, pour appuyer la proposition du PCF, mais a finalement dû l'annuler. Sarre du CERES, déclarait lundi sur Radio-France pour masquer cette reculade que leur point de vue l'avait emporté. En fait, le PS n'a encore rien décidé, un congrès extraordinaire est prévu pour cela.

## LUTTES OUVRIERES

### en bref... en bref... en bref... en bref...

● SERCE (Ormesson sur Marne)

Les travailleurs de Serce entament leur huitième mois d'occupation. Ils réclament «le droit au travail pour tous». Cette petite boîte fabriquait des composants électroniques principalement pour LMT et la CII.

● OTTAWA ÉLECTRONIQUE (Soissons)

Les 174 travailleurs de cette société de fabrication de fiches coaxiales et de matériel hyperfréquence ont engagé la lutte depuis le 19 juin 75, date du dépôt de bilan. Depuis 190 jours, ils occupent l'usine.

● TRANSPÉVRAC (Havre). Pour protester contre les menaces de licenciements, les chauffeurs de la Transpévrac (transports d'hydrocarbures) ont bloqué l'entrée des raffineries le 5 avril avant d'aller défilé dans les rues de la ville.

● HISPANO-MESSIER (Montrouge)

La direction a obtenu du tribunal que les grévistes évacuent les locaux qu'ils occupaient. Malgré l'ouverture des portes, très peu de travailleurs sont rentrés.

● CISATOL (Epinay sur Seine)

Les ouvriers de cette filiale directe d'Usinor occupent leur usine. Ils se battent contre les nouvelles classifications et exigent le 13<sup>e</sup> mois, la 5<sup>e</sup> semaine de congés et des jours de congés pour les mères de famille ayant un enfant malade.

● Le 2 avril, à l'hôpital psychiatrique du Vinatier, à Lyon, dix élèves infirmières étaient mises à pied par la direction pour avoir contesté les cours magistraux coupés de toute pratique qui leur tiennent lieu de formation.

Suite à cela, une pétition circule dans l'école pour exiger la levée des sanctions. Le 5 avril, la direction récidive et décide 6 nouvelles mises à pied. Une coordination des élèves doit se mettre en place rapidement pour organiser la riposte.

Corr. Lyon

CHINE

Après les incidents de Pékin

## CONTRE ATTAQUE VIGOUREUSE

Après les incidents qui s'étaient produits la veille à Pékin, la situation était redevenue calme hier, suite à l'appel lancé par le maire de la ville, Wu Teh, dirigeant du Parti Communiste Chinois. Selon certaines informations, il aurait dénoncé dans cette prise de position les «mauvais éléments» qui «se sont engagés dans des activités contre-révolutionnaires et subversives. Ils ont agi contre le président Mao et contre le Comité Central, dirigé par le président Mao. Ils voulaient déformer le mouvement de critique contre le vent déviationniste de droite inspiré par le (ou les) partisans du capitalisme. Les masses révolutionnaires doivent être vigilantes et ne pas céder aux provocations».

Selon les mêmes sources, l'éditorial du Renmin Ribao d'hier attaque «les troubles fomentés par l'ennemi de classe et les luttes qu'il suscite au sein des masses». Il appelle à «exercer notre dictature prolétarienne contre ces ennemis, mener des enquêtes pour découvrir l'origine des provocations et contre attaquer vigoureusement».

Après les événements de la veille, la contre-offensive est donc lancée contre ceux qui ont créé ces troubles. C'est une nouvelle phase de la lutte, particulièrement aigüe, pour maintenir et développer en Chine le pouvoir de la classe ouvrière.

### Le sens de la lutte

La lutte en cours en Chine actuellement s'est déclenchée sur la question de l'interprétation à donner de trois directives de Mao Tsé-toung, concernant l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat, en vue de combattre et de prévenir le révisionnisme, le maintien de la stabilité et de l'unité, et le développement de l'économie nationale.

Un courant est apparu, qui prétendait mettre sur le même plan ces trois tâches, ce qu'on désigne aujourd'hui par «prendre les trois directives comme axe». A ce courant, les révolutionnaires opposent, avec Mao Tsé-toung : «Que signifie prendre les trois directives comme axe ? Stabilité et unité ne veulent pas dire suppression de la lutte de classes. La lutte de classes, c'est l'axe qui

entraîne tout le reste».

L'éditorial du Renmin Ribao en date du 28 mars précisait à ce sujet, à propos des idées défendues par Teng Hsiao Ping : «Ce responsable du parti engagé dans la voie capitaliste et non repent, en plaçant l'économie nationale sur le même plan que la lutte des classes, a voulu donner l'impression que lui seul se souciait de la production». Et de reprendre : «Si l'on n'applique pas la juste ligne marxiste et si l'on ne s'engage pas dans la voie socialiste, la production et la modernisation ne manqueront pas de se fourvoyer. Si l'on agit selon une ligne révisionniste comme la sienne, on ne développe nullement la production, on la torpille, on ne réalise jamais une modernisation socialiste, on fait une modernisation capitaliste».

### Les «trois directives» ou leur contre pied ?

Après avoir, dans un premier temps, solidement établi, contre les points de vue droitiers, que la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie est bien le moteur de l'édification socialiste, le peuple chinois et son Parti Communiste en viennent aujourd'hui à examiner les conséquences de la négation de ce point de vue concernant les deux autres aspects des «trois directives» à propos desquelles s'est déclenchée la lutte en cours dans le pays. Dans un article de Renmin Ribao, en date du 16 mars, on pouvait lire à ce sujet :

Ce responsable au sein du Parti engagé dans la voie capitaliste qui refuse de s'amender à vaguesment parlé de la stabilité et de l'unité, mais en fait il a travaillé au sabotage de la stabilité et de l'unité.

D'une part, il a proposé de s'appuyer principale-

ment, en les plaçant à des postes importants, sur les responsables engagés dans la voie capitaliste qui, mécontents de la grande révolution culturelle, se déclaraient prêts à lui régler son compte ; d'autre part, ils ont cherché à évincer et à attaquer sous divers prétextes des

cadres vieux et nouveaux qui se tiennent à la ligne révolutionnaire du président Mao. Il prétendait que de jeunes cadres ne pouvaient être promus que «échelon par échelon» afin de démettre de leurs fonctions un grand nombre de jeunes cadres dirigeants et des forces nouvelles apparus au cours de la grande Révolution Culturelle et de saboter par là la triple union des cadres âgés, d'âge moyen et jeunes, préconisée par le président Mao. De plus, il mettait beaucoup de zèle à semer la discorde entre le Parti et les masses, entre les anciens et les nouveaux cadres, dans la vaine tentative de diviser le Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Mao.

Accélérer le développement de l'économie nationale, c'est une autre directive importante. En d'autres termes, il faut, avant la fin du siècle, faire de notre Etat, un pays socialiste puissant et moderne. Or, quelle modernisation veut-on et comment la réaliser, voilà les problèmes sur lesquels se mène toujours une lutte acharnée entre ligne marxiste et ligne révisionniste. Ce responsable engagé dans la voie capitaliste et non repent, lui, a crié sur les toits la théorie des forces productives sans prononcer un mot sur la lutte de

classes qui constitue l'axe pour tout travail.

Pour lui, toute voie est bonne pourvu qu'elle permette un accroissement de la production. Au lieu d'être pour la primauté de la politique prolétarienne, il a proposé de reprendre «la primauté des profits» et «le stimulant matériel»; au lieu d'être pour la ligne de masse, il a proposé de replacer «les experts au poste de gestion dans l'usine»; au lieu d'être pour le principe : «indépendance et autonomie, compter sur ses propres forces», il a proposé de réhabiliter la philosophie de «servilité devant tout ce qui est étranger».

Si l'on avait agi selon cette ligne révisionniste, le système de propriété socialiste aurait changé de nature, les rapports entre hommes auraient dégénéré en rapport d'employeur à employé, le système de répartition capitaliste serait ressuscité et les rapports de production socialistes auraient été détruits. Dans ce cas, la modernisation est impossible ; si cependant, elle se réalisait un certain temps, ce ne serait que pour faire finalement faillite, ou alors être une modernisation impérialiste ou social-impérialiste. Dans les deux cas, l'infrastructure économique socialiste serait détruite et endigué le développement des forces productives

Grande - Bretagne

## CALLAGHAN L'AUSTERE

En s'installant au poste de premier ministre de Grande Bretagne, James Callaghan, nouveau leader du parti travailliste a fait une déclaration à la télévision. Il y a affirmé que le peuple anglais vit au-dessus de ses moyens.

D'où un programme d'austérité prétendant juguler l'inflation (c'est à dire bloquer les salaires), pour, plus tard, pouvoir s'attaquer au chômage. Le programme de Mitterrand, au moment des élections présidentielles, ressemblait comme un frère jumeau à celui de son collègue «socialiste» anglais.

Pour l'aider, dans cette tâche, il compte largement sur les dirigeants des syndicats, comme Mitterrand le ferait aussi s'il était au pouvoir. Avec la circonstance aggravante, en Angleterre, que ces syndicats sont membres à part entière du parti social-démocrate.

Sur le plan extérieur, Callaghan est connu pour son atlantisme. Voilà qui ne changera pas grand chose à la politique suivie par le gouvernement de Wilson, qui s'est beaucoup plus rapproché des Etats-Unis que son prédécesseur conservateur Heath.

A TRAVERS LA PRESSE

### FAUX ESPOIRS ET VAINES INJURES

Après les «graves troubles à Pékin» de France-soir, le Figaro renchérisait hier avec à la une : «journée d'émeutes à Pékin». Que ceux qui ont créé les incidents aient été, d'après le témoignage du journaliste du Monde, finalement en petit nombre, que le service d'ordre, sans armes, se soit attaché à ne brutaliser personne, voilà qui importe peu à ceux des journaux français qui ont décidé de présenter la Chine comme un pays en proie à de graves convulsions.

Ce qu'ils souhaitent, c'est ce que révèle la conclusion de Guillermez, dans le Figaro : que «des contraintes objectives d'une croissance économique difficile» viennent déterminer l'avenir de la Chine. Depuis 1949, la marche de la Chine sur la voie du socialisme a déjà permis de vaincre nombre de ces difficultés. Le Figaro aimerait bien que l'emporte en Chine le courant qui, sous le prétexte des tâches d'édification économique, prétend favoriser le rétablissement du capitalisme.

Sur ce terrain, ils sont parfaitement rejoints par l'Humanité, qui se réjouit (trop à l'avance) que «des tenants de la révolution culturelle se heurtent à une résistance...». On va même, au PCF, jusqu'à saluer «la politique intérieure que pratiquaient Chou en Lai et ses partisans, parmi lesquels on peut placer Teng Hsiao ping». A l'occasion de la mort de

Chou en Lai, l'Humanité, en première page, insultait ce grand révolutionnaire, estimant que derrière ce «docteur Jekyll» (personnage respectable) il y avait «Mr Hyde» (l'assassin pervers). A l'époque, il n'était nullement question de saluer les acquis de la politique impulsée par Chou En lai : c'était le partisan de la révolution culturelle qui était attaqué. Aujourd'hui, on tente de l'assimiler à ceux qui attaquent justement cette révolution. Trop tard : la haine pour le communisme s'était déjà exprimée avec la haine pour Chou En lai.

A «l'extrême gauche», autre ton : à en croire «Rouge», «pour la bureaucratie (chinoise), la politique est une affaire privée, un secret de sérail et un monopole de clique».

Quant à «Libération», la direction du Parti Communiste Chinois n'est pour ce journal, qu'un «groupe qui n'a d'autre issue pour asseoir son pouvoir que des manœuvres d'appareil». Etrange habitude qui consiste à toujours passer sous silence la lutte des classes, bien réelle, qui se poursuit sous le socialisme, au sein de la direction comme parmi les masses, pour réduire le problème à des querelles de clique. Sur ce terrain, la presse bourgeoise a déjà depuis longtemps précédé ces deux journaux. Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut rien voir.

### en bref

● ZIMBABWE (Rhodésie) : Les combattants de la liberté ont abattu un avion des forces armées rhodésiennes : au cours des trois derniers mois, ils ont tué vingt-deux soldats des troupes racistes et en ont blessé de nombreux ; ils ont détruit trente sept véhicules et abattu trois hélicoptères. Cent cinquante huit Africains, dont le leader politique Motou Malinga, ont été arrêtés à l'occasion d'une réunion, et sont poursuivis.

● LIBAN : On apprenait hier soir, que la chambre des députés, qui n'avait pu se réunir lundi, des désaccords ayant surgi sur les conditions de la réunion, devrait le faire demain jeudi, au domicile d'un des députés.

● LIBAN : L'agence palestinienne Wafa indique dans un communiqué : «Nous n'hésiterons pas à frapper sans merci, toute tentative visant à séparer la Révolution Palestinienne des forces nationales libanaises. La «médiation» américaine est explicitement visée par ce communiqué».

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

LIBÉRATION

232 65 61  
n° 17

# INTERNATIONAL

## Portugal

AVANT LES ÉLECTIONS

### LA BATAILLE DE LA CONSTITUTION

C'est sur la base de la constitution adoptée la semaine dernière que devra fonctionner l'assemblée législative portugaise, qui sera élue le 25 avril. Cette constitution est l'objet d'une bataille entre les diverses forces politiques bourgeoises.

C'est la pression des travailleurs qui avaient amené une assemblée dominée par le Parti Socialiste et le Parti Populaire Démocratique à faire une Constitution «progressiste» (Défense des nationalisations et de la réforme agraire, participation des commissions de travailleurs à la gestion des entreprises, organisation populaire de base dans les conseils municipaux). Après le 25 novembre, le rapport de forces dans le pays passe nettement du côté de la bourgeoisie et tout y change dans la Constitution. Jusque là, la pression populaire avait forcé toute la droite à s'aligner derrière le parti socialiste, unique parti de sa coalition ayant une certaine assise populaire.

Mais avec le 25 novembre, la démagogie du PPD et du CDS est finie, et ils montrent leur vrai visage. Une chose

les intéresse, c'est la récupération des conquêtes populaires, pour pouvoir installer leur pouvoir de façon sûre. Devant la perspective de gouverner, la droite de la bourgeoisie veut avoir les mains libres. Elle veut pouvoir gouverner dans la légalité, réprimer dans la légalité, reprendre légalement les conquêtes populaires, remettre légalement en cause, si elle le juge nécessaire, les nationalisations et la réforme agraire.

La question fut apparemment résolue lorsque les députés PS, PCP et dissidents du PPD votèrent que la constitution ne pourrait être révisée qu'avec certaines limites. Qu'est-ce qui est en jeu actuellement ? Si l'on en croit Melo Antunes ou les militaires du groupe des 9 soutenus par le PCP et la gauche du PS c'est la question de savoir si une

majorité de droite serait capable de respecter l'esprit «socialiste» de la Constitution. Et toute la tactique actuelle du groupe des 9 est de pousser les secteurs libéraux des forces armées à prendre position en faveur de la défense de la Constitution «étalée par des députés libéraux par le peuple».

Pour le PCP, c'est l'unique moyen de défendre ce qu'il appelle «les conquêtes fondamentales de la révolution», et ainsi, mettre les travailleurs à la remorque de la bourgeoisie libérale. C'est d'autant plus grave que l'on sait très bien que ce n'est pas une constitution, c'est à dire un bout de papier qui empêche la bourgeoisie d'agir, lorsqu'elle le juge nécessaire. Ainsi le problème réel qui est en jeu, c'est celui du pouvoir et de l'organisation du pouvoir.

La droite, liée à l'impérialisme et aux grands monopoles avec certaines contradictions avec la bourgeoisie nationale, il est important de

comprendre cette contradiction existe au sein même du PSI qui n'a pas les mains libres, afin d'agir légalement, car la présence dans des postes importants de l'armée, de militaires sociaux démocrates ne lui permet pas d'agir à sa guise.

Des élections ne sortira certainement aucune majorité ou coalition stable. On peut prévoir qu'après les élections du 25 avril, la lutte entre ces différents partis sera encore plus dure en vue des élections présidentielles prévues à la fin du mois de juin. Au moins jusqu'en juin la bourgeoisie portugaise ne sera pas en état de mettre en place un redressement économique, ce que le CIP (Confédération de l'industrie portugaise) dénonce très durement en disant : «l'économie portugaise ne peut supporter l'incurie actuelle». Mais de toutes façons, plan ou pas, pour les travailleurs et les masses populaires, la situation ne changera pas. Ce sera le chômage grandissant et la baisse du niveau de vie. Antoine JALLIEU

## Liban

### Trêve précaire

A l'intérieur du Liban, la situation est tendue. Les députés n'ont pas pu se réunir, ce qui aurait été un pas pour le règlement du conflit. La trêve a été prévue pour une dizaine de jours. Les forces armées patriotiques sont toujours à leur poste, attendant le résultat des démarches politiques. Les Phalanges et leurs alliés profitent de cette trêve pour tenter de reconstruire leurs forces.

A Kesrouan, village dans la montagne, et où dominent les phalanges, celles-ci ont établi un entraînement militaire obligatoire à tous les habitants de moins de 40 ans.

D'un autre côté, près de Saïda, ville du Sud, une quinzaine de phalangistes ont fait une conférence expliquant qu'ils ont quitté le parti phalangiste et qu'ils soutiennent la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises.

Dimanche, Joumbiatt, chef du Parti Socialiste Progressiste, avait accusé la Syrie d'avoir envoyé des militaires syriens, sous le couvert de la Saïka. Il l'accuse de chercher à contrôler les ports pour empêcher le ravitaillement des armes aux forces patriotiques. Un communi-

qué de la Saïka explique que sa présence à Zahran, localité du Sud, où se trouve la raffinerie de pétrole, vise à la protection de cette région face à une éventuelle attaque israélienne, et que les forces de gauche ne se sont pas opposées à sa présence. Des communiqués de la Résistance Palestinienne disent que la Saïka n'est pas à la raffinerie mais se trouve près de Zahran.

Par rapport aux déclarations de Joumbiatt disant que la Saïka se trouve aux ports de Tripoli et de Saïda, la Résistance a nié cela.

Les déclarations de Joumbiatt risquent d'accroître la tension entre la Syrie et les forces patriotiques au Liban, et principalement la Résistance Palestinienne.

# ETUDIANTS

LE MOUVEMENT SE POURSUIT:

## Amiens: «Ce qu'il faut, c'est lutter avec les travailleurs».

Lundi 5 avril, les vacances sont terminées. Journée importante, où le mouvement sur Amiens s'est joué en partie. Dès 9 H, les étudiants grévistes étaient là, expliquant à ceux qui «venaient aux nouvelles», que la lutte devait continuer, combattant les faux bruits sur la suppression de l'examen. Pour la bourgeoisie, l'enjeu aussi était clair : exploiter ces bruits pour faire pencher les étudiants hésitants vers la reprise des cours et faire effectivement reprendre petit à petit. Mais ils ont échoué.

Les étudiants qui étaient restés mobilisés pendant ces 15 jours, qui avaient poursuivi l'occupation, qui avaient préparé la riposte, confectionné des affiches et des panneaux sur les manœuvres des «indépendants» pour briser le mouvement et rappelant les objectifs de la lutte. A 9 H 30, 5 fascistes entraient dans l'UER de Droit, arrachant les affiches. Leur tentative de coup de force était vouée à l'échec plusieurs dizaines d'étudiants les pourchassant et les faisant désarmer.

Peu après, nouvelle mobilisation pour faire cesser les 3 ou 4 cours de droit et de Sciences Economiques qui avaient repris. A chaque, une cinquantaine d'étudiants interviennent dans les salles pour les rendre impossibles. Les quelques prof qui sont revenus et ont tenté ainsi de briser la grève s'appuient sur les limites actuelles du mouvement, sur les hésitations de certains étudiants qui craignent encore de «perdre une année». Cela montre bien la nécessité d'approfondir la critique de l'université qui ne leur offre plus de débouchés, c'est le fait que de petites universités comme celle d'Amiens doivent disparaître

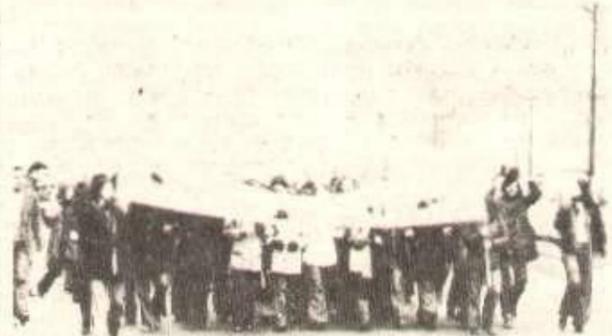
abrogation. Mais la lutte n'est pas terminée pour autant car d'autres structures ont été mises en place pour remplacer les anciennes. C'est en partant de ce refus de la main mise patronale sur les facs, du désir qui se fait jour chez un certain nombre d'étudiants de se lier à la classe ouvrière, que le soutien à la lutte des travailleurs de chez Georges a pu commencer, malgré les vacances. Des étudiants ont fait des collectes sur la ville, ont tiré une affiche, ils sont allés discuter avec les grévistes. Dans ces discussions, ce qui s'affirmait, c'était la solidarité avec la classe ouvrière en lutte, le

## Grenoble

Lundi, les étudiants de Sciences, Lettres, Sciences Po, de Sciences Eco de Grenoble sont entrés de nouveau en action. La grève a été votée massivement dans les AG. Après les vacances le mouvement n'a pas faibli et les étudiants sont prêts à continuer. Les perspectives actuelles sont pour la semaine mener demain une action en commun avec les lycéens, organiser des manifestations communes, intervenir dans les lycées, faire des manifestations à l'intérieur des écoles. Pour mercredi, une assemblée de la classe ouvrière réparée et jeudi, il est prévu de manifester aux côtés de la classe ouvrière, en particulier avec les

travailleurs de Rhône Poulenc qui sont en lutte contre le chômage.

La grève a été votée massivement, mais on peut voir certaines questions du côté des étudiants : volonté de l'ensemble des étudiants que les grèves repartent avec un rythme différent d'avant les vacances : plus dynamique, plus spectaculaire, un peu moins routinière, aussi que en fin de compte, son contenu politique soit différent. De plus en plus, ils sentent qu'ils ont en face d'eux la violence, l'intransigeance de la bourgeoisie et commencent à faire le lien avec les luttes des ouvriers et des paysans.



d'ici quelques années. De plus en plus pourtant se dégage le refus de l'université au service des patrons. C'est pourquoi l'abrogation de l'accord «université-patronat» sera et sera bien un des premiers objectifs de la lutte. Les étudiants avaient occupé la chambre patronale et séquestré le Conseil de l'université pour obtenir cette

désir de se lier à elle pour faire reculer ensemble le pouvoir. C'était que les ouvriers doivent pouvoir avoir droit de regard sur l'université. Aujourd'hui, la répression s'abat sur les grévistes de Georges, le soutien doit continuer à s'élargir, et c'est un point important de la bataille pour que de plus en plus

## Lille

Lundi, après midi, des assemblées générales par UER, ont décidé la poursuite de la grève jusqu'à jeudi. Des propositions d'animation ont été discutées et approuvées.

Un film sur le travail dans les grands magasins, sur les rapports entre ouvriers et cadres, un débat avec Papinski mercredi matin, réflexion et débat sur la sélection, sur les revendications, sur les mouvements étudiants, sur l'enseignement des Sciences Economiques et enfin, des propositions de contre cours, d'animation et de popularisation. Le redémarrage de la

grève est un élément important qui montre la volonté du mouvement étudiant de se mobiliser à un moment où les ouvriers et les paysans développent les luttes. Comme l'a dit un étudiant, «si on veut vraiment faire abroger la réforme, en ce moment, ce qu'il faut, c'est lutter avec les travailleurs».

En fait, si la liaison est posée de plus en plus dans le mouvement, la lutte contre la réforme tend à être une lutte d'ensemble contre le pouvoir, aux côtés des ouvriers et des paysans. Corr. Lille

d'étudiants choisissent le camp de la classe ouvrière, de la France des luttes.

En même temps, la clarification des bases du mouvement doit se poursuivre pour vaincre les hésitations. Dans ce sens, chaque UER doit dans les jours qui viennent, élaborer un cahier de revendications, en approfondissant l'analyse de la réforme et d'une façon plus large de l'université. Des assemblées générales doivent se tenir mercredi pour mobiliser le maximum d'étudiants, pour préparer la coordination nationale de samedi, sur la base de la plateforme déjà mise sur pied, condamnant les ma-

nœuvres de l'UNEF et dans le but d'empêcher que ces manipulateurs puissent refaire ce qu'ils avaient fait à la coordination précédente de Tolbiac.

Les deux questions qui restent à l'ordre du jour, c'est donc d'amplifier le rapport de forces pour que la réforme soit abrogée et d'arriver à faire progresser le mouvement vers une liaison plus grande avec la classe ouvrière. Cette journée de rentrée est encourageante, par la volonté que les étudiants ont montrée de poursuivre le mouvement après 6 semaines de lutte, de la mener à la victoire.

Réforme de l'entreprise

RÉFORMES A LA CHAÎNE (4)

par Richard FEUILLET

DES TACHES ELARGIES  
AUX GROUPES DE TRAVAIL AUTONOMES

Hier, nous avons vu que la bourgeoisie, remettant en selle la «réforme de l'entreprise», envisage d'appliquer dans un certain nombre d'usines (Renault, SNECMA) une des mesures essentielles du rapport Sudreau : «l'élargissement des tâches». Avec ce système, les travailleurs effectueront dès lors le long de la chaîne de travail, non plus une tâche, mais plusieurs.

DES TACHES ELARGIES QUI ONT DES LIMITES

Mais le rapport Sudreau fait remarquer qu'il faut aller plus loin dans le raffinement de l'exploitation. Car «l'élargissement des tâches» a lui aussi ses limites pour les patrons.

Le but du patronat en «élargissant les tâches», est évidemment de tenter de répondre à l'aspiration des travailleurs à faire un travail plus riche et qualifié, de tenter de répondre aux luttes contre l'organisation capitaliste du travail.

C'est ce que souligne le rapport Sudreau «au cours des dernières années, des conflits prolongés et parfois violents ont eu pour objectif l'amélioration des conditions de travail... Ces faits interrogent nos sociétés (!)».

«Il est inévitable que se développe un refus du travail quotidien surtout dans la population jeune». Il nous parle «de la population jeune qui se sent frustrée de n'avoir ni d'avenir immédiat, ni de perspectives d'avenir en relation avec la formation reçue».

Mais l'élargissement des tâches comme nous l'avons vu hier avec les témoignages de Brandt ou de Bourgogne Electronique s'il permet effectivement de rompre un peu la monotonie du travail, s'il permet aux travailleurs de comprendre un peu mieux leur travail, ne vise qu'à essayer de diviser les travailleurs, ne vise qu'à nous faire faire plus de travail, à nous rendre «responsables» du travail mal fait. Et les travailleurs ne sont pas dupes.

«UN HOMME NON MOTIVE N'EST PAS RENTABLE»

Le rapport Sudreau, s'inspirant en cela des experts patronaux «avant gardistes», préconise alors un nouveau moyen «plus efficace». En gros explique Sudreau, si les travailleurs ne font pas une production suffisante en quantité et en qualité, s'ils rentrent en lutte de plus en plus, c'est essentiellement et nous ne l'avons pas encore suffisamment compris, parce que le travail qu'ils exécutent ne les intéresse pas, les laisse insatisfaits. Mais c'est aussi parce que «les cadences élevées et l'importance du travail à la chaîne réduisent les relations inter-professionnelles entre les travailleurs», c'est enfin à cause «de l'exigence d'une discipline dans tous les travaux». Il s'agit donc de «supprimer la discipline», de «ne pas imposer de cadences», de donner un travail vraiment intéressant. Le moyen que préconise Sudreau, c'est la constitution dans les usines de «groupes de travail autonomes».



Les groupes de travail autonomes : «C'est pire qu'avant, c'est l'enfer!»

BOURGOGNE ELECTRONIQUE :

Avec les ouvrières d'un groupe autonome

CE QU'EN DIT LE RAPPORT SUDREAU

«La première étape est en général l'allongement ou la scission des cycles de production et la constitution de petits groupes semi-autonomes, qui remplissent toutes les tâches de production et de services (entretien et réparation des machines par exemple...) Dans l'ensemble, ces expériences (là où elles existent) ont permis la réduction de l'absentéisme, l'élévation du niveau de qualification, une meilleure ambiance de travail grâce notamment à l'amélioration des relations entre les ouvriers et le personnel d'encadrement enfin après une période de flottement, la productivité s'est accrue».

Ces méthodes supposent une certaine habitude entre l'employeur et les représentants des travailleurs, délégués syndicaux ou conseil d'entreprise. En particulier, il apparaît indispensable d'associer les intéressés dès le début de l'expérience notamment à la définition des objectifs et des méthodes... «Ces expériences encore limitées tendent à introduire la participation des travailleurs aux décisions qui les concernent directement et immédiatement, au niveau de l'atelier». «L'objectif principal de ces réformes est d'assurer une plus grande satisfaction du travail, d'accroître le sens des responsabilités et d'élever le niveau de formation des travailleurs en leur laissant une plus large initiative. L'objectif économique - accroissement de la productivité - ne vient en général qu'au second rang».

Quotidien du Peuple : Vous êtes organisées en «groupe autonome». Quelle est la différence avec le travail à la chaîne ?  
Annick : Oui, on est organisée en équipes de 6 à 8 filles. Avec ce système, c'est nous-mêmes qui gérons notre travail. Pour travailler, il faut des pièces, alors maintenant on les commande nous-mêmes. On commande aussi les matières premières. On fait tout nous-mêmes. On calcule

faire globalement, pour tout le groupe, alors il faut qu'on la remplace nous-mêmes, d'où augmentation des cadences et de la charge de travail. En plus si une ouvrière n'arrive pas à travailler assez vite, c'est le groupe qui doit faire son travail pour assurer la quantité fixée.

Pour cela on nous apprend à travailler sur toutes les machines pour qu'on puisse faire tous les remplacements.

dP : Quelles sont les autres conséquences de la DPO ?

Françoise : C'est l'enfer ! Ils nous montent les unes contre les autres en nous disant que si cela ne marche pas, c'est de la faute à telle ou telle ouvrière. En plus, ils montent les différents groupes les uns contre les autres, en disant que tel groupe a fait telle quantité et que donc on doit la faire aussi. Quand une

semble des travailleurs de l'usine. Il a fallu surmonter ces obstacles. Comment cela s'est-il fait ?

Christine : Au début, on n'étaient pas très chaudes. Il y avait tout le poids des divisions qui s'étaient renforcées avec le système du «groupe autonome» et la peur des chefs aussi. Maintenant, on occupe. On s'y est mis d'un coup ! On a eu l'occasion de discuter entre nous et de nous rendre compte qu'à la fin, tout cela ne profite qu'au patron et que

nous on travaille toujours plus vite !

Mais alors, que ce système n'est pas encore appliqué à la majorité de l'usine, voilà qu'il fait déjà faillite. Danièle nous le dit «tous les mardis, le chef nous réunit pour «faire le point». On s'en fout, on n'écoute même pas ce qu'il raconte. Mais il faudrait qu'on prévienne les filles dans les autres secteurs, qu'on leur explique ce que c'est».



notre prix de revient de façon à «revendre» notre produit à l'atelier suivant les normes fixées.

QdP : Comment cela se passe-t-il ? Et les cadences ?

Martine : premièrement, il faut commander les pièces au plus juste, pour faire le minimum de déchets. On est «responsable», comme ils disent. En fait, c'est le rendement comme avant, car on a des normes de production de fixées de toute façon. Non, pour les cadences, qu'est-ce que je dis... c'est pire qu'avant. C'est d'ailleurs le but recherché par le patron. Par exemple, dans un groupe de 6 à 8 filles, s'il y en a une qui est malade, avec ce système, elle n'est pas remplacée. On a un taff à

QdP : Finalement, derrière la soi-disant initiative et responsabilité que vous avez, c'est encore pire qu'avant ?

Annick : Oui, en fait de travail plus intéressant, ce qu'on sait en plus, c'est à quoi servent les machines, ce qu'on fabrique, c'est tout. Pour le reste, ce sont les cadences, qui sont plus dures qu'avant et les salaires n'en parlons pas, c'est 1 400 F par mois. Pour la «responsabilité» c'est quand la quantité n'est pas sortie qu'on s'en aperçoit, lorsqu'on se fait engueuler ! Au début, on nous faisait de grands discours : vous aurez plus de responsabilités, un travail plus intéressant que vous organiserez vous-mêmes, tu parles !

filles est souvent arrêtée, ils la rendent responsable de la quantité non sortie si bien que souvent des filles ne s'arrêtent plus, même si elles sont malades, de peur de se faire engueuler. C'est ça aussi la responsabilité. Ce qu'ils voudraient, c'est faire virer les «mauvais éléments» par leurs camarades de travail !

Pascalie : Quand on arrive le matin, on ne pense qu'à une chose, c'est vite repartir. Il arrive même que des ouvrières se disputent. Moi, j'ai débrayé une fois, le chef m'avait noté sur un carnet et quand je suis rentrée, j'en ai bavé car il avait monté des filles contre celles qui avaient fait grève et c'était des réflexions sans cesse.

QdP : Aujourd'hui, vous êtes en grève avec l'en-

Où les partisans du taylorisme...

«Il est bon que l'OS sache lire et compter. Mais s'il en sait un peu plus, il ne veut plus être OS» déclarait la revue «30 jours d'Europe», il y a quelques années.

...rejoignent ceux qui veulent l'améliorer

Nul doute que Sudreau, dans ses propositions s'est inspiré des propos du psychosociologue Peter Druker qui déclare être contre «l'usage inconsidéré de l'être humain comme s'il était une machine-outil faite pour une seule opération», pour ajouter aussitôt : «C'est là abuser grossièrement de cet outil admirable polyvalent qu'est l'être humain ; et comme il arrive chaque fois qu'on use mal d'un outil, on n'obtient qu'un rendement diminué et un travail médiocre. La chaîne traditionnelle confrontée aux normes des relations humaines, aussi bien qu'à celles de la production du rendement, n'est qu'une bien pauvre réalisation technique».

Les experts modernes du patronat ajoutent : «De tous les facteurs qui contribuent à la production, il semble que l'homme ait été celui dont on connaisse le moins bien les performances, qu'on sache le moins utiliser à son meilleur rendement».

Et Marc Ribet : «Tout homme possède des ressources imaginatives et intellectuelles généralement sous-utilisées. Les dirigeants d'entreprise ont tort de ne pas poser le problème : peut-on renforcer l'efficacité de l'entreprise en motivant les ouvriers qui y travaillent ?»

# LA COMMUNE

## LES FEMMES DANS LA LUTTE

Paule SACONNET

### «TAILLABLES ET CORVÉABLES»

C'est pendant le Second Empire que les femmes entrèrent massivement dans la production, puisque ce fut l'époque où se mirent en place les structures capitalistes ; la machine à vapeur, la mécanisation permirent en effet au patronat d'avoir recours à une main-d'œuvre plus avantageuse — même rendement, mais sous-payée — celle des femmes (ainsi que des enfants). Qu'elles

travaillent à domicile, à l'atelier ou à l'usine, les femmes eurent à subir l'exploitation la plus éhontée : interminables journées de labeur dans des locaux exigus, malsains, misérables taudis glacés l'hiver, étouffants l'été ; tout cela pour une paye dérisoire.

Vraiment les 112 000 ouvrières qui vivaient à Paris, en 1870, n'avaient rien à perdre que leurs chaînes.

### SEULE LA LUTTE LIBÈRE

Aussi, partout en France, prirent-elles une part active aux luttes qui furent menées à la fin du Second Empire. A Lyon, par exemple, 8000 ouvrières de la soie déclenchèrent une sorte de grève générale, pour demander de meilleures conditions de travail et de salaires, et elles obtinrent satisfaction, soutenues par la Première Internationale.

Certaines femmes, issues de la petite bourgeoisie, se mettent à travailler, comme Andrée Léo ou Louise Michel, exprimant par là leur volonté de lutter. Elles s'instruisent, instruisent les autres, organisent des comités écrivent des articles ou des livres pour revendiquer l'égalité en tous domaines ; elles

luttent aux côtés des hommes : ainsi, l'ouvrière relieuse, Nathalie Lemel, fera partie du comité de grève, avec Varlin, en 1864. Ainsi, les femmes prennent-elles l'habitude — qu'elles travaillent ou non d'ailleurs — de mener ou de s'associer à des actions politiques. Vallès, vigilant observateur des masses, le remarque, lors de l'enterrement du journaliste Victor Noir, en 1870. «Des femmes partout. Grand signe. Quand les femmes s'en mêlent, quand la ménagère pousse son homme, quand elle arrache le drapeau noir qui flotte sur la marmite pour le planter entre deux pavés, c'est que le soleil se lèvera sur une ville en révolte !»



place Blanche, les femmes insurgées font le coup de feu.

Elles créèrent leurs propres clubs, participèrent avec enthousiasme aux réunions des autres clubs, écrivirent, signèrent de nombreuses pétitions, débattant avec les hommes des mêmes problèmes d'une société à construire : église, enseignement, travail...

Dans les journaux, elles prennent la plume avec une colère de classe pour dénoncer le vieux monde et inciter à une action rapide. Ainsi, dans «la Sociale», la communarde Andrée Léo lance un «appel aux travailleurs des campagnes», d'une particulière justesse

politique : «Frères, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes... la cause de Paris est la votre... Si Paris tombe, le joug de la misère restera sur votre cou et passera sur celui de vos enfants. Aidez-le donc à triompher...»

Elles allèrent même plus loin, prenant des initiatives politiques importantes. Ainsi, lorsque les premiers obus versaillais tombèrent sur le village de Neuilly, le 2 avril, elles descendirent dans la rue, voulant marcher sur Versailles, comme leurs aînées de la Révolution de 89.

### «Sur le bronze des mitrailleuses à travers Paris insurgé» Rimbaud

Et c'est pendant le siège de Paris que des liens plus étroits vont se nouer entre les femmes travailleuses : pour lutter contre la famine et le froid, elles s'organisent dans les quartiers, multipliant les comités (il y en aura 160), pour soigner les malades, secourir les indigents si nombreux ; elles songent même à former un bataillon pour défendre Paris. C'est comme une répétition générale du rôle qu'elles joueront pendant la Commune.

A l'aube du 18 mars, ce sont elles qui bloquent les canons, qui discutent avec la troupe pour l'appeler à fraterniser avec la Garde Nationale.

Et dans le climat de remise en question, de transformation radicale qui caractérise la Commune de Paris, elles se sentirent concernées au premier chef et entrèrent, nombreuses, efficaces, dans l'action révolutionnaire.



Louise Michel

### ET TOUT NATURELLEMENT ELLES DEVIRENT COMMUNARDES

Alors que s'enfuirent du côté de Versailles, ces dames patronesses de la bourgeoisie, qui, durant le siège, avaient daigné présider quelques œuvres de secours aux blessés, les femmes du peuple de Paris, les travailleuses, prirent en mains dans les quartiers, les problèmes de la santé, de l'aide aux sans-emplois ou aux sans ressources (ainsi Nathalie Lemel distribua des centaines de repas à «La Marmite») ; elles organisèrent les ateliers où les femmes purent trouver du travail ; elles rouvrirent certaines écoles, mais dans un esprit laïque, écartant toutes

les bondieuseries qui jusque là avaient imprégné l'enseignement et dont l'idéologie était particulièrement oppressive pour le sexe féminin ; elles agirent pour qu'une égalité réelle existât au niveau du savoir entre les garçons et les filles et, le 12 mai, — alors que tonnait, proche, le canon versaillais —, fut pour la première fois dans l'histoire, ouverte une école professionnelle de filles dans le VI<sup>e</sup> arrondissement. Elles n'oublièrent pas les jeunes enfants, multipliant les garderies, rouvrant les orphelinats, souvent abandonnés par les sœurs.

### DE NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

Elles comprennent, aux mesures prises par la Commune, que le pouvoir ouvrier est le seul qui puisse les libérer du joug idéologique, et économique ; ainsi, pour la première fois, une femme devient inspectrice des écoles de la ville ; ainsi, est supprimée la distinction entre union légitime et union libre ; plus d'enfants dits naturels au regard de la loi ; les compagnes des gardes

nationaux reçoivent une indemnité, mariées ou non.

Les mesures sociales prises par la Commune, les concernaient aussi directement, comme la restitution des objets déposés au Mont de Piété ou la réquisition de logements vides pour les familles que chassaient les obus de marine versaillais.

### «A VERSAILLES»

Aussi, dans ce climat de révolutionnarisation des rapports sociaux, ne se cantonnèrent-elles point dans le rôle, dit féminin, de

protection de l'enfance ou d'aide aux blessés et indigents. Elles eurent une action politique constante.

### CRÉATION DE L'UNION DES FEMMES

Elles perçoivent l'importance et l'urgence de l'organisation de toutes ces forces dispersées dans les quartiers et, dès le 11 avril, lancent un «appel aux citoyennes de Paris» : «Nous voulons le travail, mais pour en garder le produit. Plus d'exploiteurs, plus de maîtres... le gouvernement du peuple par lui-même...». Et c'est le soir même que fut constituée «l'Union des Femmes», avec une structure démocratique empruntée à la Première Internationale. Très rapidement, l'Union regroupa les comités de quartier ou créa ses propres comités ; avec à sa tête un Comité Central à majorité ouvrière, dont les deux animatrices principales furent Nathalie Lemel et Elisabeth Dmitrieff.

«Outre son désir d'organiser les femmes de manière à les mettre sur un plan de responsabilité égal à celui des hommes, l'Union avait pour but le service des ambulances, des fourneaux, des barricades.

Elle était donc tournée vers le combat, mais sans jamais perdre de vue les problèmes de la vie quotidienne. Aussi, la voit-on se préoccuper aussi bien d'acheter des armes pour les citoyennes et de venir en aide aux indigents que de discuter d'une réorganisation générale du travail avec la commission du travail».

Et lorsque les troupes versaillaises se rapprochèrent de Paris, le 6 mai, l'Union des Femmes lance un appel aux armes qui est peut-être un des textes les plus avancés politiquement de la Commune, un très beau texte. «Non, ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleuses de Paris viennent réclamer ! Aujourd'hui, une conciliation serait une trahison !»

D'ailleurs, dès le début de la Commune, une militante comme Louise Michel a laissé de côté sa plume et son encrier d'institutrice et d'écrivain pour le fusil et la résistance armée.

### RÉSISTANCE HÉROÏQUE DES DES FEMMES

Et lorsque le 21 mai, les Versaillais entrèrent dans Paris, les travailleuses massivement, consolidèrent les barricades, organisèrent la défense de la ville, c'est-à-dire de la Révolution elle-même, prirent le fusil, brandirent le drapeau rouge. Nous retrouvons, par exemple, la Communarde Nathalie Lemel à la barricade de la place Blanche, tenue exclusivement par des femmes.

Et comme leurs camarades ouvriers, elles se défendirent pied à pied contre l'armée de

Thiers, et moururent avec le plus grand courage, comme le montre cet épisode : «Elle dit avec calme : — Monsieur l'officier, qui tuteyez les femmes, est-ce que vous croyez vraiment me faire peur ? — Le petit lieutenant eut un geste de colère. — «Enlevez-là ! fit-il d'une voix mauvaise, que ce soit vite fait. Ce fut vite fait. On la poussa au pied de la barricade. Impassible, elle cria : «Vive la Commune !» devant les fusils s'abaissant, et elle tomba foudroyée».

### «J'APPARTIENS TOUTE ENTIÈRE A LA RÉVOLUTION SOCIALE»

Celles qui échappèrent aux massacres systématiques de la Semaine Sanglante, montrèrent la même fermeté, le même courage tranquille devant les conseils de guerre où elles furent traduites.

C'est la lingère, Augustine Chiffon, qui se campe devant ses juges en disant : «Je vous défie de me condamner à mort, vous êtes trop lâches pour me tuer». C'est Louise Michel qui refuse d'être défendue : «J'appartiens tout entière à la révolution sociale et je déclare accepter la responsabilité de tous mes actes... Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part. Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance...» (Ce qu'elle fit d'ailleurs, après son retour de déportation, et jusqu'à son dernier souffle).

C'est Nathalie Lemel, l'indomptable, qui écrit de la maison d'arrêt de la Rochelle une lettre au directeur pour désavouer la demande de grâce faite par des amis. «Ma condamnation est irrévocable. J'ai l'honneur de vous saluer», conclut-elle, avec une dignité toute prolétarienne. Et c'est avec le même courage fier qu'elles affronteront, dix années durant, la déportation, l'exil en Nouvelle-Calédonie et que de retour en France, elles reprendront la lutte pour la transformation radicale du monde.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, lors de la Commune, apparurent dans une action étroitement conjuguée et momentanément victorieuse, le prolétariat et «la moitié du ciel».

# CINEMA

# TÉLÉVISION

## FESTIVAL DE ROYAN

### Un cinéma qui s'appuie sur des principes radicalement différents

Suite du QdP du 6 avril

Le cinéma chinois, n'est pas seulement indépendant matériellement de l'impérialisme. Il s'appuie sur des principes radicalement différents. En effet, le cinéma, comme d'autres formes d'expression artistique, fait l'objet, après la Révolution, d'une lutte intense entre le prolétariat et la bourgeoisie. Comme le dit le président Mao : «C'est une grande trouvaille que de se servir

des romans pour mener une activité anti-parti, pour renverser un pouvoir, il faut nécessairement, et en premier lieu préparer l'opinion et travailler dans le domaine de l'idéologie». Ainsi, les films chinois, avant la Révolution Culturelle mettaient en scène des propriétaires fonciers, des généraux, des gens de la classe féodale. Pour la clique révisionniste de Liu Chao Chi et de Lin Piao il

s'agissait de préparer l'opinion au retour au capitalisme. C'est pourquoi la Révolution Culturelle n'a pas épargné le cinéma... et a amené les cinéastes à transformer profondément leur vision du monde. Les films présentés à Royan étaient très significatifs : adaptations de pièces révolutionnaires créées par l'Opéra de Pékin («La fille au cheveux blancs»), documentaires,

## BLOC-NOTES

### Comment se nourrir ?

#### (3) LES HUILES, LES GRAISSES

Les matières grasses sont présentes dans notre alimentation de manière parfois insidieuse et il faut les détecter pour éviter d'en prendre trop, savoir les utiliser. Le danger des matières grasses, c'est, au bout de quelques années, l'athérosclérose, c'est-à-dire le dépôt de graisse sur la paroi des vaisseaux et les annus de la cinquantaine.

Pour avoir une idée : dans 100 grammes de côtelette de porc, il y a 30 grammes de lipides (corps gras). Dans 100 grammes de chocolat, 24 g de lipides. Dans 100 g de viande de bœuf «maigre» 10 g de lipides.

Les besoins journaliers en graisses végétales et animales sont difficiles à évaluer, mais on doit préférer utiliser des graisses végétales que

nous ne pouvons fabriquer.

Il faut respecter les proportions suivantes pour l'utilisation des graisses : 1/3 de beurre cru et 2/3 d'huiles ou graisses réparties entre : les huiles que l'on peut chauffer, huile d'olive, végétaline (qui est à base d'huile de noix de coco digeste) et les huiles que l'on doit consommer crues pour sauces et salades : tournesol, maïs, pépin de raisin. Ces huiles, de même que le beurre ne doivent pas être chauffées, car leur dégradation donne naissance à des produits toxiques pour l'organisme. De même les huiles qui peuvent être chauffées comme l'huile d'olive, arachide, ne doivent pas être chauffées trop fortement, ni brûlées. Lorsque les huiles sont réchauffées plusieurs fois, leur

pouvoir de toxicité augmente il faut donc éviter de manger des frites lorsqu'on peut douter de la qualité de l'huile utilisée.

Citons enfin, des aliments qui font grossir car ils sont gras et salés : les sardines à l'huile, la charcuterie (1 g de saucisson apporte 9 calories).

Restent 2 aliments indispensables dans l'alimentation :

Les laitages qui apportent calcium, vitamines, corps gras. Le lait et le gruyère sont les aliments les plus riches en calcium.

Les viandes, œufs, poissons qui sont interchangeables. Cuits le plus souvent sans huile ni graisse, et présentés ensuite avec du beurre, ils seront moins difficiles à digérer.

cinéma de fiction («Notre époque de feu», «De victoire en victoire»), ils montrent les forces positives de la construction du socialisme. S'opposant aux théories révisionnistes de «la disparition de la lutte des classes sous le socialisme» ils mettent en scène des situations de conflit, situant leurs héros dans les conditions réelles de la lutte des classes.

Les films tournés depuis

1974 ont été écrits à partir d'enquêtes et de recherches sur place, avec la collaboration d'écrivains amateurs, et soumis ensuite à un intense débat avec les travailleurs et les responsables du Parti.

Quelle différence avec le cinéma français, où quelques «génies» élaborent en chambre des scénarios coupés, la plupart du temps des préoccupations réelles des travailleurs ! Le mérite du Festival de Royan est d'avoir montré cette richesse du cinéma révolutionnaire d'Asie, sa vitalité, son caractère exemplaire. On peut seulement regretter que la diffusion de tels films soit confinée à quelques festivals ou ciné-clubs. C'est pourquoi il nous faut faire largement connaître ces œuvres pour développer la solidarité internationaliste avec les peuples de ces pays et, à partir d'eux, engager le débat sur un cinéma révolutionnaire en France

J.P. BOULOGNE

#### HO CHI MINH ET LE CINEMA

«Les films doivent être nationaux par leur forme et socialistes par leur contenu. Il convient de porter à l'écran les traits typiques de l'époque où le peuple vietnamien mène la plus grande résistance de son histoire. L'artiste doit se considérer comme un combattant. Il doit vivre intensément sur place, s'intégrer aux masses populaires...»

## Programme

MERCREDI 7 AVRIL

### TF 1

- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête
- 22 h 00 - Histoire des gens - Le mythe des Camisards \*
- 23 h 00 - Journal

### A 2

- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Police story
- 21 h 30 - C'est à dire
- 23 h 00 - Journal

### FR 3

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 05 - Programmes régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
- 20 h 30 - Les oiseaux, film d'Alfred Hitchcock (1963) \*
- 22 h 25 - Journal

\* à voir

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX EDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

63<sup>e</sup> épisode

### PAS D'ILLUSIONS SUR LE KOUOMINTANG

#### RÉSUMÉ :

Le Parti Communiste Chinois et le Kouomintang ont signé un accord pour mener en commun la lutte contre l'agression japonaise.

#### DES CONCESSIONS LIMITÉES

Il y avait eu cet «échange de concessions», comme disait Mao Tsé-toung, et un échange auquel «il y a des limites déterminées».

Il poursuivait : «Le Parti Communiste conserve la direction en tout ce qui regarde les districts soviétiques et l'Armée rouge, et garde son indépendance et sa liberté de critique dans ses relations avec le Kouomintang. Nous ne pouvons faire aucune concession sur ces points... Le Parti Communiste n'abandonnera jamais ses buts socialistes et communistes, il passera tout de même par les stades de la révolution démocratique de la bourgeoisie pour atteindre les stades du socialisme et du communisme. Le Parti Communiste conserve son propre programme et sa propre politique». (1)

Les avantages pratiques résultant de ces concessions ont été exposés plus haut. Mais quelles garanties avaient les communistes de

pouvoir conserver ces avantages ? Quelles garanties avait-on que la paix intérieure serait maintenue, que la démocratie promise serait instituée, que la politique de résistance au Japon persisterait ?

#### LES ESPOIRS DU KOUOMINTANG

Il était évident que le Kouomintang utiliserait à plein les bénéfices que lui apportait la nouvelle politique communiste. Profitant de ce que le seul parti politique en état de le défier reconnaissait l'autorité de Nankin, Tsiang Kai-chek continuerait à étendre son pouvoir militaire et économique dans les régions périphériques où l'influence des chefs de guerre était encore forte, telles que le Koangsi, le Yunnan, le Koeitchow et le Ssetch'ouan. Tout en améliorant sa position militaire autour des Rouges, il exigerait d'eux des concessions politiques en échange de sa tolérance provisoire. A la fin, par une habile combinaison de tactiques politiques et économiques, il espérait les affaiblir politiquement au point que, lorsque le moment serait venu d'exiger leur reddition complète (qu'il continuait sans aucun doute à viser), il isolerait l'Armée rouge, la fragmenterait en fonction de dissensions politiques internes et réglerait le sort des derniers récalcitrants comme un problème militaire purement régional.

#### NOUVELLE POLITIQUE DU JAPON

Les Rouges n'avaient aucune illusion à ce sujet.

Ils n'avaient de même aucune illusion que la promesse de démocratie serait satisfaite sans une active opposition continue de leur part. En maintenant fermes les mots d'ordre d'une démocratie pleine et entière et de l'antiimpérialisme, qu'ils n'abandonneraient jamais, les communistes n'avaient pas d'inquiétude au sujet de concessions politiques mineures, car ils considéraient leurs fondements politiques comme indestructibles. Il est évident qu'aucun parti de dictature n'a jamais dans l'histoire cédé au peuple un atome de son pouvoir, sauf sous la plus forte pression, et le Kouomintang n'y ferait pas exception. La réalisation des seules mesures de «démocratie» actuellement en vue aurait été impossible sans l'existence d'un décennaire d'une opposition armée. En fait, sans cette opposition, aucune démocratie n'aurait été nécessaire, et aucun pouvoir d'Etat possédant le degré de centralisation que nous commençons à observer en Chine n'aurait été concevable. Car la croissance de la démocratie, comme la maturation de l'Etat moderne lui-même, est la manifestation du besoin d'un pouvoir et d'un mécanisme où l'on tente de réconcilier les contradictions internes de la société capitaliste - les antagonismes de classe de base. C'est là le plus simple énoncé de la démocratie bourgeoise.

à suivre

#### NOTE :

(1) Rapport au Parti Communiste (Yen-an, 10 avril 1937).

**DJIBOUTI :** De notre envoyé spécial J.P. GAY  
**UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE (9)**

**QUELLE LUTTE MENER ? -1- UNE VOLONTÉ GRANDISSANTE**



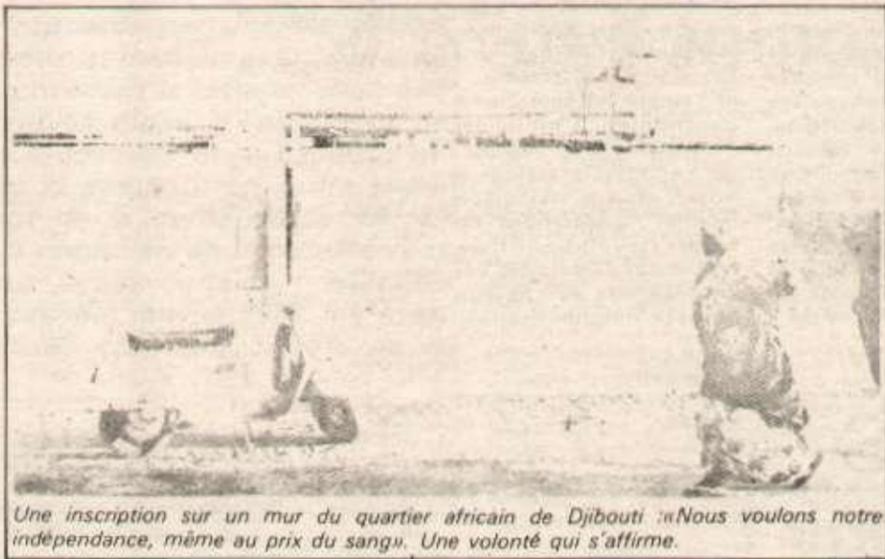
Début février, après l'enlèvement du car transportant les enfants de militaires basés à Djibouti, le haut-commandement français déclarait qu'au cours des opérations de ratissage lancées dans le quartier africain, un dépôt d'armes avait été saisi. « Si cela est vrai, qu'est-ce que ça change ? » nous disait un jeune militant de la LPAI. « Des dépôts d'armes clandestins, il y en a bien d'autres à Djibouti. »

**Des réseaux clandestins**

Ce n'est guère un secret ici : depuis un an environ, à l'initiative de jeunes militants nationalistes, des réseaux clandestins se constituent à l'intérieur de la ville et dans le reste du territoire. Ces réseaux qui ont commencé à stocker des armes à feu, se préparent au déclenchement d'actions armées contre les troupes coloniales. De tels réseaux correspondraient à la structuration d'un « Front de libération de la Côte des Somalis » intérieur, échappant de fait au contrôle du bureau officiel du FLCS installé à Mogadiscio, en Somalie. En même temps, ces derniers mois, régulièrement, des jeunes garçons et filles, de Djibouti, partent quelques temps dans un pays africain de la région pour s'entraîner avec l'aide de plusieurs mouvements africains, en particulier le FRELIMO du Mozambique, ceci conformément aux résolutions officielles de l'OUA (« Organisation de l'Unité Africaine »), recommandant d'apporter une aide multiforme au peuple de Djibouti pour sa libération.

**Avec les autres peuples africains**

L'idée de la lutte armée pour libérer Djibouti de l'empire colonial fait son chemin parmi la jeunesse du pays. « Dans un avenir proche ou lointain, on ne pense pas arriver à l'indépendance réelle sans lutte armée. Un peuple n'a jamais obtenu l'indépendance diplomatiquement », souligne-t-on ici où l'on se réfère fréquemment au combat d'autres



Une inscription sur un mur du quartier africain de Djibouti : « Nous voulons notre indépendance, même au prix du sang ». Une volonté qui s'affirme.

dispose actuellement d'un fort appui populaire, s'il ne cède pas au mirage néo-colonial, sera alors en butte à la répression brutale de l'impérialisme : le peuple fera ainsi l'expérience de l'impasse de la voie pacifique lorsqu'il exige une indépendance qui ne soit pas factice et il verra la nécessité de soutenir une lutte armée de libération.

**Les circonstances défavorables**

Ceux qui tirent cette conclusion, et à qui je demandais pourquoi une telle lutte ne s'était pas développée jusqu'à ce jour dans le territoire, l'expliquent ainsi : « L'administration coloniale a longtemps réussi à corrompre l'élite instruite et à la couper de la masse des nomades qui, eux-mêmes, n'avaient pas de contact direct avec les colons. La corruption a touché même les milieux nationalistes où l'attitude de certains responsables, refusant une coupure nette avec la puissance coloniale, a freiné la lutte. D'autres circonstances ont eu un rôle défavorable : l'exiguïté du territoire et le nomadisme, donc l'absence d'une paysannerie, rendaient difficile le déclenchement de la guérilla sans un soutien

**Quelle lutte mener ?**

Mais, les contours que peut prendre une guerre de libération à Djibouti, restent encore flous. Comment compte-t-on venir à bout de l'énorme concentration militaire coloniale, escompte-t-on un succès militaire décisif ou des actions limitées, combinées à un contexte politique favorable (compter sur un « pourrissement » de la situation devenant intenable pour la domination étrangère) ? Qui peut servir de base arrière : le Yémen démocratique, séparé de Djibouti par le détroit de Bab-el-Mandeb que l'on traverse facilement en boutres (petites embarcations), l'Éthiopie (pour laquelle on prévoit une évolution politique rapide grâce aux luttes nationales qui secouent ce pays : Érythréens,

Afars, etc...), la Somalie ? Certains s'attendent pour cette année, au déclenchement contre la Somalie, d'une agression française, qui prendrait appui sur une intervention éthiopienne, dont le régime reste très lié à l'impérialisme américain, probablement le traité militaire russo-somalien jouerait alors : dans cet embrasement de la Corne orientale de l'Afrique, quelle serait l'autonomie d'une lutte armée du peuple de Djibouti ?

Autant de questions posées et dont les réponses restent en suspens chez les partisans de la lutte armée. Ceux-ci tiennent à se démarquer du pacifisme des dirigeants de la LPAI qui condamnent toute action violente et dont ils craignent qu'une telle prise de position devienne aux moments les plus cruciaux, synonyme de capitulation devant la France. Bien que parmi les militants qui luttent actuellement pour que la LPAI ne cède pas aux exigences françaises et réclament par conséquent la vigilance à l'égard de l'actuelle direction du parti, certains, assez nombreux, espèrent encore dans une issue pacifique.

Les dirigeants de la LPAI n'ignorent pas l'aspiration à lutter par tous les moyens, pour se libérer, qui grandit dans le peuple. Idriss Farah, secrétaire politique de la LPAI, à qui je demandais : Pensez-vous que dans l'état actuel des choses, une solution pacifique est envisageable ?, nous répondait : « Tous les journalistes nous posent cette question. Cela ne dépend que de la France. Nous voulons éviter l'effusion de sang. Mais, si la France ne veut pas nous accorder une indépendance véritable, tout est prêt en-dehors de nous pour combattre, et alors, la LPAI n'aura plus qu'à se retirer ».

**UNE JEUNE DJIBOUTIENNE**



L'heure du rassemblement : « Maintenant les femmes prennent plus part aux initiatives »

« La lutte armée, c'est le seul moyen de se libérer. Toute l'expérience des peuples montre que c'est la seule voie. Les peuples de Guinée, du Mozambique, d'Angola, sont aujourd'hui victorieux, je suis très heureuse pour eux. Nous sommes prêts à prendre les armes contre le terrorisme des Européens ».

Elle a 20 ans, elle est infirmière, et elle constate chaque jour, dit-elle, dans son service, « le racisme des Européens ». Militante de la LPAI, elle se charge de réunir des femmes dans le cadre d'une « Union des Femmes Socialistes » : « Nous organisons des réunions dans les maisons de plusieurs quartiers pour discuter de la situation politique. Pour les manifestations du 11 février dernier, nous nous sommes chargées de confectionner des banderoles et nous étions responsables de les tenir dans le cortège, face aux gendarmes mobiles et aux légionnaires qui occupaient le boulevard ».

Nous nous occupons des problèmes immédiats. Pour l'instant, nous avons décidé de nous occuper des enfants qui traînent place Ménélik (au centre du quartier commercial). Ils ne vont pas à l'école et

leurs parents, chômeurs, dorment dehors. Nous recherchons des maisons pour faire venir ces enfants, et leur donner des cours d'alphabétisation. Nous avons beaucoup de difficultés car les gros propriétaires immobiliers, liés à l'administration coloniale, font la loi.

Avant, les femmes participaient aux manifestations surtout parce que leur mari, leur famille y allaient. Maintenant, elles prennent plus part aux initiatives. Jeunes, elles sortent de la maison, elles vont à l'école depuis quelques années parce que les colons exigent des « boyesses » qui « parlent bien français ».

Les femmes qui sont allées à l'école et trouvent un emploi, sont confrontées maintenant directement chaque jour, au colonialisme, à son mépris.

Le comité qui anime notre « Union » en formation, est composé de femmes qui travaillent et de femmes qui ne travaillent pas. Notre mentalité est en train de changer : avant, quand on se rencontrait entre jeunes filles, on parlait vêtements, sorties ; maintenant, on parle de la situation ».



En mars 67 déjà. Le peuple ne croira plus aux urnes !

peuples. En effet, les luttes de libération qui se sont développées dans la région et en divers points du continent africain, ont un grand retentissement chez les jeunes de Djibouti, un des derniers pays africains encore soumis au colonialisme direct. On cite notamment les succès remportés par le Front de Libération de l'Érythrée dont la frontière est commune avec le territoire de Djibouti, l'héroïsme du peuple sahraoui, nomade comme une grande partie de la population de la corne de l'Afrique de l'Est, et surtout l'effondrement du colonialisme portugais.

**Préparation politique**

Des militants de la LPAI envisagent leur activité au sein de ce parti comme une préparation politique à la lutte armée. Ils estiment que ce parti, qui

logistique des pays voisins, pour les opérations militaires et l'acheminement des armes. Or, l'attitude de ces pays était hostile à une telle action : aussi bien l'Éthiopie dont le régime soutient toujours Aref que la Somalie qui, jusqu'à l'an dernier, misait sur une solution pacifique, en passant elle-même d'importants accords économiques avec la France ; sa position se modifie, il faut en profiter ».

Ces militants mettent en avant le mûrissement de la situation intérieure à Djibouti : depuis 66 où elle accueillait De Gaulle comme « libérateur de l'Afrique », aux cris de « Indépendance » et « coopération », la population n'a cessé de subir la répression, les déportations massives, surtout vers la Somalie. Aujourd'hui, comme l'ont montré d'imposantes manifestations, notamment depuis début 75, elle exige le départ de la France.